L'ECH D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Police

L'Algérie abrite la 1e réunion des chefs de bureaux de liaison nationaux d'Afripol

L'Algérie abrite la 1e réunion des chefs de bureaux de liaison nationaux relevant du mécanisme de coopération policière de l'Union africaine (Afripol) en coordination avec la Commission de l'Union africaine et la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Lire page 24

Quotidien National d'Information - 8e Année - Jeudi 28 Novembre 2019 - 2 Rabie Al Tani 1442 - N° 2257 - Algérie : 10 DA / 1 € www.lechodalgerie-dz.com

En dépit de la conjoncture économique difficile que traverse le pays

Le Gouvernement instruit à satisfaire les revendications sociales des citoyens

Lire page 3

Présidentielle du 12 décembre

Gaïd Salah : «Le peuple appelé à participer massivement au vote pour déjouer les desseins de la bande»

Le peuple algérien «est appelé à se tenir aux côtés de son pays» en ces circonstances particulières et à déjouer les desseins de la bande et de ses relais par une «participation massive, forte et avec conviction» à la prochaine élection présidentielle, a souligné, hier, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP). «Le peuple algérien, toutes catégories confondues, jeunes, femmes, hommes et étudiants, sont appelés à se tenir aux côtés de leur pays en ces circonstances particulières et à déjouer les desseins de la bande et de ses relais, par une participation massive, forte et avec conviction aux prochaines élections présidentielles, qui se dérouleront dans une atmosphère empreinte de démocratie réelle et faire, ainsi, de ce rendez-vous historique une réussite, qui constituera un nouveau départ sur la voie de l'édification du nouvel État algérien», a affirmé le général de corps d'armée dans une allocution prononcée lors de sa visite de travail au commandement des Forces aériennes. Pour le chef d'état-major de l'ANP, «ceci ne peut se réaliser qu'à travers la participation à cette importante échéance nationale, en choisissant, parmi les 5 candidats, l'homme le plus apte à diriger l'Algérie et son peuple, qui possède la compétence qui lui permet de hisser l'Algérie vers le développement et le progrès dans tous les domaines», a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale...

Lire page 4

Lutte antiterroriste

Arrestation de 4 éléments de soutien à Sétif, Oran et Bordj Badji Mokhtar

Quatre éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire lors d'opérations distinctes menées, mardi à Sétif, Oran et Bordj Badji Mokhtar, indique, ce mercredi, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, ce mardi, suite à des opérations distinctes menées à Sétif, Oran et Bordj Badji Mokhtar, 4 éléments de soutien aux groupes terroristes», précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement de l'ANP «a démantelé, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale et les services de la Sûreté nationale à Chlef, «un réseau criminel composé de 4 individus, dont un terroriste repenti, et a saisi un pistolet automatique, un fusil de chasse, une bombe de confection artisanale et des armes blanches», ajoute le communiqué. Dans le même contexte, des garde-frontières «ont saisi, lors de deux opérations distinctes menées près des frontières à Tlemcen, 40 kg de kif traité, 5700 comprimés psychotropes et 100 g de cocaïne», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à El Oued, «un individu en possession de 1002 unités de différentes boissons», relève-t-on. Par ailleurs, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, 4 individus et saisi 8 groupes électrogènes et 3 camions chargés de 27,6 tonnes de denrées alimentaires destinés à la contrebande, alors que 31 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tamanrasset», a conclu le MDN.

El Tarf

Arrestation de 3 individus pour vol de cheptel à Bouteldja

Les services de police de la daïra de Bouteldja (El Tarf) ont mis fin aux agissements d'une bande de malfaiteurs composée de 3 individus, spécialisée dans le vol de cheptel, a-t-on appris, ce mercredi, du chargé de la communication à la sûreté de la wilaya. Agissant sur la base d'une plainte déposée par la victime faisant état du vol de son cheptel durant la nuit, les services de police ont ouvert une enquête qui a permis d'identifier les présumés coupables, a ajouté le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Les 3 auteurs présumés de ce vol, connus pour leurs agissements au niveau de la daïra de Bouteldja, ont été appréhendés mardi et le cheptel subtilisé a été rendu à son propriétaire, a souligné la même source, signalant que le véhicule ayant servi au transport des bêtes a été également saisi. Poursuivis pour «association de malfaiteurs», «vol de cheptel et coups et blessures», les 3 mis en cause, âgés entre 20 et 30 ans, ont été placés sous contrôle judiciaire, a-t-on conclu.

Batna

2 femmes asphyxiées par le monoxyde de carbone

Deux femmes ont péri asphyxiées par le monoxyde de carbone (CO) à Batna durant les dernières 24h, a indiqué, ce mercredi, un communiqué de la Protection civile. Les femmes, âgées de 60 ans et 23 ans, ont été asphyxiées par le CO émanant du chauffage de leur domicile, sis au douar Ouled Aïch, commune El Hassi dans la wilaya de Batna, précise la même source qui fait état également de 4 autres incendies urbains et divers survenus dans les wilayas de Sétif, Oum El Bouaghi, Djelfa et Boumerdès. En tout, 10 personnes ont été incommodées par le monoxyde de carbone, durant la même période de référence, dans les wilayas de Laghouat, Sétif, Médéa et Alger, suite à l'utilisation des appareils de chauffage et chauffes bain. Elles ont été secourues par les éléments de la Protection civile qui leur ont «prodigué les soins de première urgence, avant d'être évacuées dans un état satisfaisant vers les établissements de santé», conclut le communiqué.

Accidents de la route

2849 morts au cours des 10 premiers mois de 2019

Les accidents de la route survenus à travers l'ensemble du territoire national au cours des 10 premiers mois de 2019 ont fait 2849 morts et 26 947 blessés, selon un bilan publié mercredi par le Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPSR). Le bilan fait état de 19 469 accidents de la route, survenus en zones urbaines et rurales à travers l'ensemble du territoire au cours des 10 premiers mois de 2019, qui se sont soldés par 2849 morts et 26 947 blessés.
Par rapport à la même période de l'année précédente, le CNPSR note un recul du nombre d'accidents (-139 accidents) et du nombre de blessés (-1124 personnes) et une augmentation du nombre de morts (+24 victimes).

El Oued

2 enfants meurent par asphyxie suite à un incendie dans leur domicile familial

Deux enfants ont trouvé la mort par asphyxie suite à un incendie qui s'est déclaré dans leur domicile à une heure tardive de la nuit de mardi dans la commune de Guemmar, situé à 14 km au nord du chef-lieu de la wilaya d'El Oued, a indiqué une source de la Protection civile.
Les deux enfants, âgés entre 3 et 6 ans, ont trouvé la mort dans leur domicile familial sis à la cité Bab El Gherbi dans la commune de Guemmar, selon la même source. Les deux enfants avaient mis le feu en allumant des allumettes dans l'une des pièces du domicile qui était fermée où les équipements avaient pris feu laissant s'échapper une fumée épaisse, causant leur mort par asphyxie, selon les enquêtes préliminaires des services de la protection civile. Les corps des deux victimes ont été transférés à la morgue de l'Etablissement publique de santé de proximité (EPSP) de Guemmar. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de ce drame.

M. S.

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Directeur Général Fondateur
Tewfiq Meraou

L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid
Directrice de la Rédaction
Dr Lila Meraou
Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi
Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Raïs - Alger
Tél-Fax **: 023 54 23 23 / 023 54 23 02**
Direction de la publicité : *Tél-Fax* **: 023 54 23 04**
بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL *Compte N° :* 00500111400201363101 3

Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59
Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse
Impression
SIA

www.lechodalgerie-dz.com | E-mail : echodalgerie@gmail.com | L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information | @echodalgerie_dz

• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

L'ECHO D'ALGERIE
www. lechodalgerie-dz.com

En dépit de la conjoncture économique difficile que traverse le pays

Le Gouvernement instruit à satisfaire les revendications sociales des citoyens

Le gouvernement a été instruit par le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, à l'effet d'être à l'écoute des citoyens et œuvrer à satisfaire leurs revendications sociales, en dépit de la conjoncture économique difficile que traverse le pays.

Bensalah a exhorté, par la même occasion, le gouvernement à poursuivre les efforts pour réduire le déficit financier, atteindre l'équilibre financier et prendre des mesures susceptibles de réduire la baisse des réserves de change du pays, assurant que l'Etat, dans le cadre de sa politique sociale, va poursuivre ses efforts pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens, notamment ceux à revenus réduits. Sur le volet social, le chef de l'Etat s'est dit satisfait des aides financières accordées par l'Etat aux citoyens dans le cadre de l'aide à l'habitat, appelant le gouvernement à prendre toutes les dispositions susceptibles d'améliorer les conditions de vie des citoyens, dont l'amélioration de la qualité des services publics. Par la même occasion, le Premier ministre, Noureddine Bedoui, a présenté le bilan de l'activité du gouvernement depuis la tenue de la dernière réunion du Conseil des ministres, mettant en avant les développements «positifs» enregistrés aux plans politique, économique et social et ce, en dépit de la conjoncture difficile que traverse le pays et qui «n'a pas empêché les pouvoirs publics de prendre toutes les décisions indispensables, d'ouvrir des chantiers et d'œuvrer à rendre justice à de larges pans de la société, partant du sens des responsabilités de l'Etat à l'égard des citoyens et en consécration de l'Etat de droit». Affirmant que ce travail «est réalisé dans le cadre d'une action gouvernementale intégrée et coordonnée, et avec l'appui du chef de l'Etat», Bedoui a précisé que le gouvernement «s'est attelé à la concrétisation sur le terrain de tous les projets et qui ont eu un impact positif sur le quotidien de nos concitoyens et sur les grands équilibres de l'économie nationale». Il faut dire que face à une crise économique qui se complique davantage avec la persistance de la crise politique, le gouvernement doit revoir sa stratégie, notamment en ce qui concerne les finances publiques en vue d'assurer une répartition équitable des richesses et le développement socio-économique du pays, tout en veillant à assurer la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis des hydrocarbures. A travers cette approche, l'Etat compte donner une nouvelle dynamique au développement national, concrétisée par une décentralisation accrue dans la prise de décision et dans la liberté des initiatives ainsi que par une participation effective du citoyen dans la gestion de sa collectivité.

«Le gouvernement «s'est attelé à la concrétisation sur le terrain de tous les projets et qui ont eu un impact positif sur le quotidien de nos concitoyens et sur les grands équilibres de l'économie nationale»

Dans ce sens, le chef de l'Etat avait incité le gouvernement à poursuivre l'examen des voies et moyens à même de redresser l'économie nationale et d'améliorer l'attractivité des investissements étrangers en Algérie. A ce titre, de nombreux experts économiques ont mis l'accent sur la nécessité de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, lesquelles permettront de donner un nouveau souffle et une nouvelle image à l'administration et service public. En outre, l'administration se doit d'être à la hauteur des attentes et des aspirations légitimes du citoyen, et cela sera effectif par le biais de la mise en place des mécanismes et des moyens nécessaires.

L'Etat est déterminé à donner tout l'intérêt voulu à la prise en charge des problèmes des citoyens et à l'amélioration de leur cadre de vie. Dans ce sens, le principe de la préférence nationale prévaudra rigoureusement dans les commandes publiques, de même que l'Etat encouragera le produit national à gagner en compétitivité et occuper une place majeure sur le marché national et à trouver une place dans les marchés internationaux

Dans la même optique, il y a lieu de relever la nécessité d'associer les jeunes, notamment les compétences et les diplômés universitaires, à la réalisation des projets inscrits, alors que l'Etat a assuré qu'il ne renoncerait ni aux acquis sociaux ni à la réalisation des programmes de développement arrêtés, en dépit de la conjoncture économique difficile que traverse le pays. A ce propos, le gouvernement avait déjà rappelé les principaux axes de sa stratégie visant à donner un véritable coup d'accélérateur à la croissance économique nationale à travers le lancement de projets dans tous les domaines d'activité. De ce fait, les efforts de l'Etat pour renforcer les infrastructures et le développement humain dans tous ses aspects à travers les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux seraient insuffisants s'ils n'étaient accompagnés d'une création de richesse et d'emploi à la mesure des capacités que recèlent ces régions et des attentes que nourrissent, notamment, les jeunes en quête d'emploi, de valorisation de leurs connaissances et de leurs compétences et, partant, de leur insertion sociale.
Ayant pris conscience de l'importance d'une telle démarche, l'Etat semble déterminé à donner tout l'intérêt voulu à la prise en charge des problèmes des citoyens et à l'amélioration de leur cadre de vie. Dans ce sens, le principe de la préférence nationale prévaudra rigoureusement dans les commandes publiques, de même que l'Etat encouragera le produit national à gagner en compétitivité et occuper une place majeure sur le marché national et à trouver une place dans les marchés internationaux. D'autre part, la diversification de l'économie du pays devrait s'appuyer, de plus en plus, sur des activités plus intenses en technologie et à forte valeur ajoutée, qui devra induire un repeuplement industriel qualitatif et en phase avec les évolutions structurelles de l'industrie mondiale, selon plusieurs analystes. De ce fait, les pouvoirs publics ont œuvré à renforcer la capacité de l'économie nationale et l'adaptation du pays au changement, et ce, en hissant les entreprises aux standards mondiaux d'excellence et de compétitivité, tout en restant fidèles à la doctrine algérienne en matière de politique sociale et de solidarité nationale. A ce titre, certains experts ont relevé que le gouvernement a choisi de recourir à la meilleure solution possible qui soit pour financer le déficit budgétaire, à savoir l'endettement extérieur, précisant que celui-ci ne saurait constituer un danger pour l'économie nationale s'il se faisait dans le respect des modalités et des conditions nécessaires. Pour ce faire, une commission composée de représentants des départements ministériels et d'experts de la Banque d'Algérie et des banques commerciales sera mise sur pied afin de procéder à la sélection des projets concernés après examen des études y afférentes, avant de les soumettre aux instances internationales spécialisées dans le financement du développement. Ces dernières n'approuvent les projets qu'une fois leur rentabilité économique avérée. Dans cette optique, les projets qui bénéficieront d'un financement extérieur seront étudiés de manière complémentaire et conformément aux standards internationaux, donc économiquement rentables et ne constituant aucun danger. Selon ces mêmes experts, ce type d'endettement extérieur diffère totalement de l'endettement auprès du FMI qui exige d'un pays d'opérer des réformes structurelles avant d'accorder tout prêt pour pallier le déficit budgétaire, en cas d'impossibilité de trouver des ressources financières alternatives. Ils ont cependant émis plusieurs réserves concernant l'endettement extérieur consistant, essentiellement, en le recours par le gouvernement dans le cadre du budget de 2020 à la baisse de 39,7% des dépenses d'équipements en termes de valeur des autorisations de programmes, soit la réduction du nombre de projets rentables qui augmenteraient la capacité de l'économie nationale à supporter la dette. Ils ont également déploré la capacité d'absorption insuffisante des financements qui caractérise l'économie nationale depuis des années, en témoignent le volume élevé des affectations non consommées, le recours à la main-d'œuvre étrangère et le chômage structurel.

T. Benslimane

L'ECHO D'ALGERIE
www. lechodalgerie-dz.com

Présidentielle du 12 décembre

Gaïd Salah : «Le peuple appelé à participer massivement au vote pour déjouer les desseins de la bande»

Le peuple algérien «est appelé à se tenir aux côtés de son pays» en ces circonstances particulières et à déjouer les desseins de la bande et de ses relais par une «participation massive, forte et avec conviction» à la prochaine élection présidentielle, a souligné, hier, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP).

«Le peuple algérien, toutes catégories confondues, jeunes, femmes, hommes et étudiants, sont appelés à se tenir aux côtés de leur pays en ces circonstances particulières et à déjouer les desseins de la bande et de ses relais, par une participation massive, forte et avec conviction aux prochaines élections présidentielles, qui se dérouleront dans une atmosphère empreinte de démocratie réelle et faire, ainsi, de ce rendez-vous historique une réussite, qui constituera un nouveau départ sur la voie de l'édification du nouvel État algérien», a affirmé le général de corps d'armée dans une allocution prononcée lors de sa visite de travail au commandement des Forces aériennes. Pour le chef d'état-major de l'ANP, «ceci ne peut se réaliser qu'à travers la participation à cette importante échéance nationale, en choisissant, parmi les 5 candidats, l'homme le plus apte à diriger l'Algérie et son peuple, qui possède la compétence qui lui permet de hisser l'Algérie vers le développement et le progrès dans tous les domaines», a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.
«Lorsque le peuple algérien, authentique et digne, s'exprimera lors de ces élections présidentielles, avec franchise et justesse, il doit savoir que l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) et son commandement novembriste, l'accompagneront toujours et adhèreront à ses choix», a-t-il précisé. Il a rappelé, à ce propos, que «le haut commandement qui connaît parfaitement le sens de l'engagement et le devoir de le respecter, s'est engagé devant Allah, la patrie et l'histoire, d'accompagner le peuple algérien jusqu'à ce qu'il dépasse cette phase sensible qu'il traverse».
Le général de corps d'armée a considéré que les prochaines élections «sont la porte pour accéder à des horizons prometteurs augurant d'autres réalisations nationales et permettant aux Algériens la poursuite du processus d'édification nationale escomptée». «Cette édification nécessaire et attendue, est celle où l'on respecte, à chaque étape parcourue, le précieux legs des chouhada. Par ce legs, j'entends la préservation de l'Algérie, qui est le legs que les chouhada ont laissé à leurs enfants, génération après génération. Nous sommes pleinement conscients de la haute valeur du legs et de la considération vouée par le peuple algérien à ce legs et à toute personne dévouée et fidèle. Il est évident que les épreuves et les adversités qui touchent les nations, constituent le test réel pour tout patriotique dévoué, sincère et fidèle», a-t-il ajouté. Le vice-ministre de la Défense nationale a, par la même occasion, «valorisé une nouvelle fois toutes les positions sincères exprimées avec dévouement, spontanéité et conviction par les citoyens à travers tout le pays, hommes, femmes, jeunes et personnes âgées, envers l'ANP et son haut commandement, ainsi que leur détermination à participer massivement aux élections présidentielles du 12 décembre 2019», a noté le communiqué. «Je voudrais en cette occasion, faire mention des positions sincères exprimées avec dévouement, spontanéité et conviction par les citoyens à travers tout le pays, hommes, femmes, jeunes et personnes âgées, envers l'ANP et son haut commandement, ainsi que leur détermination à participer en force aux élections présidentielles du 12 décembre 2019», a-t-il affirmé. Pour le général de corps d'armée, «c'est là une preuve de l'authenticité de ce peuple exceptionnel qui a toujours su comment surmonter les difficultés et les obstacles et en sortir triomphant. Aussi, autant nous sommes fiers de la place importante qu'occupe notre armée dans les cuirs des Algériens, autant notre détermination s'accroît et se renforce pour aller de l'avant en compagnie du peuple algérien, et atteindre ensemble notre objectif, qui est, également, l'objectif escompté par nos vaillants chouhada, à savoir l'édification d'un État algérien, fort, soudé et prospère». «Il nous appartient de rappeler, notamment au moment où nous célébrons encore le 65e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre, que les vaillants chouhada ont sacrifié de plein gré ce qu'ils avaient de plus cher, à savoir leur jeunesse, pour l'Algérie, et pour recouvrer sa liberté et son indépendance, en dépit de la machine de guerre cruelle et des manœuvres fallacieuses du colonisateur français tyrannique, lesquelles ont été vouées à l'échec grâce à l'adhésion du peuple algérien à l'ALN et sa position héroïque en faveur du processus de la glorieuse Révolution de Libération nationale», a-t-il poursuivi. Il a affirmé, dans ce contexte, que «l'Algérie libre et souveraine dans ses décisions, n'accepte aucune ingérence ou diktat et ne se soumet à aucune tractation de la part de quiconque, et que ce peuple vaillant déjouera les tentatives de cette bande qui, après avoir échoué dans tous ses desseins, fait recours à des parties extérieures, notamment celles connues pour leur profonde haine historique et qui ne veut pas le bien de l'Algérie et de son peuple».

«Le peuple algérien «a crié haut et fort qu'il n'as pas besoin de leçons quelle que soit leur origine, sait parfaitement comment répondre au moment opportun à ces porte-voix qui tentent en vain de s'immiscer dans ses affaires et d'entraver le processus du passage de l'Algérie à une nouvelle ère, où elle tracera sa voie avec constance vers le progrès et la prospérité, dans la sérénité et la quiétude»

«En effet, l'ANP protectrice de l'Algérie saura toujours évaluer, analyser et anticiper les défis rencontrés. Elle saura, également, s'y préparer de manière appropriée, pour être, en tout temps, prête à faire face à quiconque tenterait de cibler notre patrie», a-t-il fait savoir. Pour le chef d'état-major de l'ANP, «le peuple algérien qui a réussi à faire sortir le pays des différentes épreuves et obstacles, est capable, aujourd'hui, de déjouer les plans de la bande et de ses relais. Il sait parfaitement comment surmonter la situation actuelle, avec sagesse et lucidité, et mener l'Algérie à bon port et vers une nouvelle phase radieuse».
Il a ajouté, également, que le peuple algérien «sera le seul à tracer les repères prometteurs, grâce à sa détermination et à l'engagement de son armée à préserver l'Algérie libre, indépendante et souveraine dans ses décisions, n'acceptant aucune ingérence ou diktat et ne se soumettant à aucune tractation de la part de quiconque et je dis bien de la part de quiconque».

«Ce peuple vaillant déjouera les tentatives de cette bande qui, après avoir échoué dans tous ses desseins, fait recours à des parties extérieures, notamment celles connues pour leur profonde haine historique et qui ne veut pas le bien de l'Algérie et de son peuple», a-t-il souligné. Il a fait savoir que le peuple algérien «qui a crié haut et fort qu'il n'a pas besoin de leçons quelle que soit leur origine, sait parfaitement comment répondre au moment opportun à ces porte-voix qui tentent en vain de s'immiscer dans ses affaires et d'entraver le processus du passage de l'Algérie à une nouvelle ère, où elle tracera sa voie avec constance vers le progrès et la prospérité, dans la sérénité et la quiétude». Pour le général de corps d'armée, «le peuple, qui était solidaire et uni lors de la Révolution de Libération nationale, a pu mettre en échec, en compagnie de l'ALN, tous les complots et faire taire la propagande colonialiste, permettant ainsi de libérer l'Algérie».
«Ce même peuple qui a réussi à surmonter les épreuves, saura, avec l'aide d'Allah, mener son pays, aux côtés de son armée, vers un futur où se concordent la vision et l'objectif, des valeureux hommes d'hier et d'aujourd'hui, voire de ceux de demain, génération après génération. Et d'ajouter que les signes de ce futur prometteur se profilent à l'horizon». «Cette position courageuse et historique a été celle de tous les Algériens valeureux durant la glorieuse Révolution de Libération nationale», a-t-il fait observer, ajoutant qu'en effet, à l'exception des traîtres qui ont vendu leur conscience au colonialisme tyrannique, la position prise par le peuple algérien à l'époque à travers tout le pays, fut une position mémorable et irréprochable, que nul ne peut nier. «Les signes de ce futur prometteur se profilent à l'horizon. La bonne intention et le souci nous animent, avec détermination et dévouement, pour réunir toutes les garanties tangibles, permettant de préserver le choix des Algériens lorsqu'ils auront à exprimer leurs voix lors des prochaines élections présidentielles», a-t-il soutenu. Pour le général de corps d'armée, «ce sont là des garanties manifestes à travers lesquelles nous tenons à ce que le citoyen algérien ait le sentiment que sa voix atteindra la destination qu'il lui a voulu. Désormais, la responsabilité incombe au peuple souverain. Il est aujourd'hui, à la lumière de ces garanties électorales, le premier et l'unique responsable de ses choix». Le chef d'état-major a effectué, ce mercredi, une visite de travail au commandement des Forces aériennes, dans le cadre du suivi de l'état d'avancement de l'exécution du plan de développement des Forces. Après la cérémonie d'accueil, le général de corps d'armée, accompagné du général-major Hamid Boumaïza, commandant des Forces aériennes, a observé un moment de recueillement à la mémoire du chahid Amirouche Aït Hamouda, dont le siège du commandement des Forces aériennes porte le nom, où il a déposé une gerbe de fleurs sur la stèle commémorative du chahid, et récité la Fatiha à sa mémoire et celles de nos valeureux chouhada. Il a tenu, par la suite, une rencontre avec les cadres et les éléments du commandement des Forces aériennes où il a prononcé une allocution d'orientation suivie via visioconférence par l'ensemble des personnels des Forces aériennes à travers les 6 Régions militaires. Il a écouté, également, les interventions et les préoccupations des cadres et les personnels des Forces aériennes.
Le général de corps d'armée a présidé, par la suite, une réunion regroupant l'état-major et les cadres du commandement des Forces aériennes, à travers laquelle le général-major Hamid Boumaïza, commandant des Forces aériennes a présenté un exposé global portant sur les différents domaines d'activités ayant trait à l'état d'avancement du plan de développement de ces Forces, a conclu le communiqué.

H. M. /Ag.

• Benflis : «La poursuite des marches populaires, un garant de la démocratie»

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre, Ali Benflis, a affirmé à Ouargla, que la poursuite des marches populaires était «garant de la démocratie et celui qui craint le peuple n'a qu'à rester chez lui».

Lors d'un meeting populaire à la Maison de la culture Moufdi-Zakaria au 10e jour de la campagne électorale, Benflis s'est réjouit «de la poursuite des marches pacifiques chaque vendredi», soulignant que ce mouvement populaire est «le garant de la démocratie» à travers son œil critique sur l'activité des institutions de l'État. «Celui qui craint le peuple n'a qu'à rentrer chez-lui», a-t-il soutenu, appelant, en revanche, les Algériens à se mobiliser pour «sauver l'Algérie du risque d'effondrement et l'amener sur les bons rails». Benflis qui a proposé un programme d'urgence pour faire face à la crise dans ses dimensions politique et socio-économique, a indiqué que le 1er dossier qu'il ouvrira s'il est élu à la tête du pays, est «le dialogue avec les opposants à la présidentielle», ajoutant qu'il est en lice pour cette échéance électorale à l'effet de resserrer les rangs de tous les Algériens.

À ce propos, Benflis s'engage à ouvrir, également, le dossier du pouvoir d'achat et à améliorer la situation des catégories à revenu faible et ce, «après prise de connaissance de la situation financière du pays de façon rigoureuse». Le candidat à la Présidentielle a rejeté la politique du bâton contre les protestations appelant à des revendications sociales et médicales à l'image de celles de la famille et de l'éducation. Le candidat a évoqué l'un des axes de son programme électoral, en l'occurrence, celui des personnes aux besoins spécifiques, visant «à faciliter l'insertion sociale de cette catégorie à travers la création d'un secrétariat d'État chargé de leurs préoccupations». Benflis a mis l'accent sur l'importance de l'activation du rôle de contrôle et des poursuites des responsables à partir de la déclaration du patrimoine personnel de tous les responsables «sans exclusive». Évoquant le phénomène de la «Harga» (immigration clandestine), le prétendant à la magistrature suprême a déploré «le recours à des sanctions juridiques contre les jeunes qui tentent fuir l'injustice, la marginalisation et la pauvreté». Concernant les affaires locales de cette wilaya, le candidat a salué l'Histoire révolutionnaire de cette wilaya, rappelant le rôle des habitants de cette région, à travers les manifestations du 27 février 1962, dans la sauvegarde de l'unité de l'Algérie déjouant ainsi les desseins du colonisateur français visant à séparer le Nord du Sud», louant, également, «la poursuite de la lutte en février 2019 pour destituer le système corrompu», a-t-il dit. Affirmant son rejet du projet d'exploitation du gaz de schiste dans le Sud, Benflis a mis en garde contre ses impacts néfastes, tout en plaidant pour le développement du secteur de l'Énergie solaire et des Énergies renouvelables ainsi que le développement du secteur agricole «en sus de la distribution équitable de la richesse sur les différentes régions du pays». Il a, également, souligné le rôle des protestations des chômeurs à Ouargla dans «la levée de toutes les appréhensions et la dénonciation de la marginalisation dont souffre les enfants et les cadres du Sud», estimant que ces «protestations exprimaient les préoccupations de l'ensemble de la jeunesse algérienne».

• Bengrina plaide pour la Réconciliation nationale afin de restituer les droits des Algériens

Le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelkader Bengrina s'est engagé, hier, depuis Médéa, à promouvoir la Réconciliation nationale en vue de restituer les droits des Algériens adhérents de partis ou toute autre formation, qui «ont été privés de leurs droits». Animant un meeting populaire à la Maison des jeunes dans la commune d'El Omaria, Bengrina a affirmé que «la Réconciliation nationale qui a bénéficié à ceux qui ont porté les armes, doit être, également, clémente avec nos enfants aux opinions opposées aux nôtres». «Nous ne ferons aucune distinction entre les Algériens, sauf s'il est question de fidélité et de loyauté à la Patrie. Mêmes ceux qui sont contre nous sont nos frères.

Même si nos opinions divergent, lorsque la sécurité et la stabilité de l'Algérie sont en danger, nous ferons front uni avec notre Armée pour défendre notre Nation», a soutenu le candidat du mouvement «El Bina». Menaçant de se retirer de la course électorale, «si la moindre trace de fraude est établie», le prétendant à la magistrature suprême a refusé d'être «une passerelle au service des comploteurs pour la poursuite de la consécration des pratiques de corruption et de népotisme». «Nous sommes conscients que les élections ne seront pas transparentes à 100%, mais nous espérons qu'elles le seront au moins à 70% (..) Si celles-ci seront à moitié transparentes (50%), nous nous retirerons de la course à la présidentielle et affirmerons que cette présidentielle ne nous concerne plus». «Je n'accepterai pas que les manipulateurs jouent avec ces élections (..) ni d'être une passerelle au service des comploteurs pour la poursuite des pratiques de fraude, de corruption et de népotisme». Selon l'article 144 de la loi organique relative au régime électoral, «le retrait du candidat n'est ni accepté ni pris en compte après la validation des candidatures par le Conseil constitutionnel, sauf en cas d'empêchement grave légalement constaté par le Conseil constitutionnel ou en cas de décès de l'intéressé, un nouveau délai est ouvert pour le dépôt d'une nouvelle candidature, ce délai ne peut excéder le mois précédant la date du scrutin». Ledit article stipule aussi qu'«en cas de décès ou d'empêchement grave d'un candidat après la validation de la liste des candidats par le Conseil constitutionnel et sa publication au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, la date du scrutin est reportée pour une durée maximale de 15 jours».

Par ailleurs, Bengrina s'est félicité de la décision d'ériger certaines régions en wilayas et appelé à ne pas se contenter de la promotion des chefs de daïras au poste de wali, mais à assurer les enveloppes financières nécessaires au développement et à la concrétisation des projets, car «le peuple a grandement besoin des écoles et des hôpitaux». À ce titre, il a estimé que la daïra d'El Omaria méritait d'être érigée en wilaya déléguée. Le candidat a sillonné, également, les différents quartiers de cette commune avant d'y animer un meeting populaire. Il se rendra ensuite au chef-lieu de la wilaya de Médéa, accompagné des sympathisants du parti.

• Mihoubi s'engage à réformer le système universitaire

Le candidat à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Azzedine Mihoubi s'est engagé, hier, depuis Constantine, à réformer le système de l'enseignement supérieur en vue de relancer le rôle de l'université dans le développement socioéconomique du pays. Lors d'un meeting populaire animé à la salle Zénith, Mihoubi a mis en avant «la nécessaire révision du système universitaire de manière objective et scientifique, une réforme à laquelle prendront part toutes les parties concernées parmi les enseignants, experts et syndicats, et ce, en vue de formuler une nouvelle conception au diapason de l'époque et d'ériger l'université en un puissant levier de développement». Cette réforme, poursuit Mihoubi, permettra de transformer l'université «d'un producteur de diplômes en un producteur de cerveaux» et l'étudiant en un individu qui apporte «la valeur ajoutée pour la société». Dans ce cadre, le prétendant à la magistrature suprême a exposé plusieurs mesures devant soutenir la Recherche scientifique, dont des exonérations fiscales au profit des entreprises économiques qui réalisent des laboratoires de recherche et développement. Mihoubi s'est, en outre, engagé à créer une ville pour l'innovation et qui aura pour charges, le suivi et l'accompagnement de l'ensemble des innovateurs et de leurs projets dans différentes domaines (médecine, agriculture, électronique,...). Au volet économique, Mihoubi a mis l'accent sur la nécessaire réactivation de la diplomatie économique dans le drainage des investissements et la promotion des exportations algériennes. S'agissant de ses propositions sur le traitement du problème du chômage chez les jeunes, le secrétaire général par intérim du Rassemblement national démocratique (RND), a relevé l'importance d'adopter une approche économique et non sociale, et ce, à travers l'amélioration du climat des affaires, l'appui à la création d'entreprises et l'encouragement de l'investissement. Le meeting a été l'occasion pour Mihoubi de réaffirmer l'importance de l'élection du 12 décembre prochain, estimant que la présence par milliers à ce meeting représentait «une meilleure réponse à ceux qui mettent en doute le prochain rendez-vous historique.

Rappelant que «Massinissa s'est tenu, il y a des siècles, sur une colline à Constantine pour clamer -L'Afrique aux Africains-, Mihoubi a clamé : «Nous disons, aujourd'hui-L'Algérie aux Algériens-, car nous sommes souverains dans notre pays et nous rejetons les surenchères», a-t-il insisté.

«La souveraineté n'est pas une marchandise à vendre sur les marchés ou importée de l'étranger, mais c'est des sacrifices qui se doivent être préservés», a-t-il ajouté.

Le prétendant à la Présidentielle a, en outre, rejeté toutes les tentatives visant à dénigrer l'Armée nationale populaire (ANP) et à ternir son image.

Journée nationale de sensibilisation sur les marques

Plus de 6800 demandes d'enregistrement de propriétés intellectuelles et industrielles en 2018

Le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI), Abdelhafid Belmahdi, a fait état, mardi à Alger, de plus de 6800 demandes d'enregistrement de propriétés intellectuelles et industrielles en Algérie formulées en 2018 par des entreprises et des personnes physiques.

Dans une déclaration à la presse en marge de la Journée nationale de sensibilisation sur les marques, organisée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'INAPI, Belmahdi a expliqué la hausse du nombre de demandes par rapport aux années précédentes par «une prise de conscience quant à l'importance de l'enregistrement des propriétés intellectuelles et industrielles afin de les protéger de la contrefaçon». Rappelant que les atteintes aux droits de la propriété intellectuelle et industrielle à travers les différentes formes de «contrefaçon constitue un «crime» puni par la loi algérienne et internationale, le même responsable a mis en avant l'importance de la sensibilisation et de l'explication du contenu de ces lois et procédures ainsi que des moyens de protection des marques. Il a appelé, à ce titre, les opérateurs économiques à se rapprocher de l'INAPI et du bureau de l'OMPI à Alger pour prendre connaissance de toutes les procédures permettant l'enregistrement et la protection des produits. Pour sa part, le directeur du bureau extérieur de l'OMPI à Alger, Mohamed El Salek Ahmed Ethmane, a affirmé que tous les pays arabes et africains, notamment l'Algérie, ont besoin de davantage de temps pour faire connaître les contenus de la propriété intellectuelle et industrielle et mettre en œuvre les procédures y afférant. Plusieurs pays industriels développés mettent en place au profit de leurs sociétés des enveloppes importantes pour la promotion de leurs produits, de leurs services et de leurs innovations et de les protéger des différentes formes de contrefaçon ou de vol, d'où l'impératif pour les pays en voie de développement de les prendre pour exemple, a-t-il soutenu. Selon le représentant de l'OMPI, la vulgarisation et la sensibilisation des marques, des modèles industriels et des indicateurs géographiques permettent de donner un impact positif au marché et d'améliorer les stratégies commerciales et la position pouvant être obtenue par la société. Il a affirmé que l'OMPI œuvre toujours au développement des outils dans ce domaine à travers l'introduction d'instruments et de politiques sur la base des expériences des autres pays, lesquels seront mis à la disposition des pays membres de l'OMPI.

Y. D.

Développement de l'industrie pharmaceutique locale

Vers la révision de certains textes de loi

Le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens (CNOP) a plaidé en faveur du développement de l'industrie locale et de son adaptation aux évolutions survenues dans le monde, affirmant que la promotion du secteur est «tributaire de la révision» de certains textes de loi. «La promotion du secteur est tributaire d'une révision de certains textes de loi et la promulgation des textes d'application de la nouvelle loi sanitaire parue, en juillet 2018, au Journal officiel», a affirmé le président du CNOP, Lotfi Benbahmad lors d'une conférence de presse animée, ce mercredi, dans le cadre de la préparation de la Conférence internationale devant être organisée, le 2 décembre autour du thème «La stratégie de développement du secteur pharmaceutique». Pour le Dr Benbahmad, le développement du secteur pharmaceutique est soumis à plusieurs facteurs, dont la nécessité de «déterminer les besoins du citoyen, des objectifs nationaux tracés, de la mobilisation des moyens indispensables, ainsi que de l'adoption d'un consensus des différentes disciplines médicales». Le président du Conseil a indiqué, par ailleurs, que le secteur sanitaire qui répondait à des circonstances données à une certaine période, est désormais face à plusieurs défis, dont «l'accroissement des besoins de la population, de la modification de la situation épidémiologique, de la prolifération des maladies transmissibles vers des maladies chroniques, outre la catégorie des personnes âgées qui requiert une prise en charge spéciale». Le secteur étant considéré parmi les facteurs et les indices du développement national du pays, sa gestion, poursuit Benahmad, «exige son adaptation au niveau de vie de l'individu et de la recherche scientifique, sans toutefois l'éloigner des évolutions survenant dans le monde». Benbahmed a déploré, à ce titre, le fait de «lier les besoins du citoyen à la facture d'importation et non aux investissements réalisés en la matière», qualifiant ces derniers de «valeur ajoutée en terme de développement local».

Concernant les questions qui seront traitées lors de la conférence, le Dr Benbahmed a fait état du lancement effectif du Conseil africain de l'Ordre des pharmaciens présidé par l'Algérie ayant pour objectif d'établir une industrie pharmaceutique africaine et de booster l'industrie locale et l'exportation vers les marchés africains, nord-africains et du Moyen-Orient. Il sera question d'adopter «l'appel de l'Algérie» lancé en 2018 pour la création d'une harmonie entre les textes juridiques dans la région de l'Afrique, afin de promouvoir les échanges entre les pays du continent la rendant «un pôle universitaire régional en matière d'industrie pharmaceutique». La conférence se penchera aussi sur d'autres sujets d'importance à l'instar de la promulgation de nouveaux textes régissant les psychotropes et des textes d'application de la nouvelle loi sur la santé. Des experts étrangers interviendront, à cette occasion, dans les domaines de l'économie sanitaire, la participation du pharmacien en éducation sanitaire et l'orientation du patient.

Yasmine D. /Ag.

Maladie de Gaucher

Sanofi organise les premières rencontres nationales

Sanofi Algérie a tenu les premières rencontres scientifiques nationales autour de la maladie de Gaucher en deux journées entièrement dédiées à cette pathologie les 19 et 26 novembre 2019 à Alger. Les participants à ces journées (experts, internistes, pédiatres, gastroentérologues et pharmaciens hospitaliers) ont pu prendre part à un programme scientifique rythmé par des présentations scientifiques de professeurs de renom, qui se sont attardés sur les différentes formes de la maladie chez les patients adultes et chez les patients pédiatriques. La maladie de Gaucher est une maladie rare et génétique. Elle consiste en une surcharge lysosomale, génétique, elle porte le nom du médecin qui en a fait la découverte en 1882, le Dr Philippe Gaucher.

Il existe plus de 50 maladies lysosomales et la maladie de Gaucher est la plus fréquente. Les atteintes liées à cette maladie sont nombreuses et variées. Les symptômes les plus courants sont l'augmentation de volume de la rate et/ou du foie, la fatigue, des bleus, des saignements et des atteintes osseuses. L'évolution de cette maladie peut entraîner des complications irréversibles si le traitement n'est pas initié à temps, d'où l'importance du diagnostic précoce. La maladie de Gaucher est classée en trois types dont le type 1 qui est le plus fréquent, affectant environ 1/40 000 personnes dans la population générale. Le type 1 touche plusieurs organes. Certaines personnes ont des manifestations très tôt dans l'enfance alors que d'autres n'en auront aucune jusqu'à un âge avancé.

Le type 2 qui se caractérise par une atteinte sévère du système nerveux central. Enfin, le type 3 qui se caractérise par une atteinte modérée à sévère du système nerveux central.

Les praticiens ont été invités à prendre part à des sessions de réflexion et de partage de bonnes pratiques autour de questions liées au diagnostic précoce qui est essentiel afin d'apporter une prise en charge adaptée de cette pathologie rare et ainsi prévenir l'apparition de certaines complications. La rareté de cette maladie rend son diagnostic complexe, en Algérie et à travers le monde. De telles rencontres permettent ainsi aux praticiens d'unir leurs connaissances pour mieux détecter et soigner cette affection rare. C'est dans ce cadre que Sanofi Genzyme, notre entité dédiée aux maladies rares, œuvre à faire connaître la maladie de Gaucher et à fédérer tous les acteurs de santé sur cette pathologie. Aujourd'hui, au-delà du traitement et en tant que partenaire du parcours de santé des patients et acteur engagé dans la lutte contre la maladie de Gaucher, nous nous impliquons et nous collaborons en continu avec tous les acteurs de santé en Algérie afin d'améliorer le diagnostic de ces maladies par une information aux médecins, des campagnes de sensibilisation pour mieux faire connaitre cette pathologie rare ainsi qu'un soutien aux initiatives de diagnostic et de dépistage.

5e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz à Malabo

L'Algérie y prendra part

Le ministre de l'Energie Mohamed Arkab représentera l'Algérie au 5e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui se tiendra demain à Malabo (Guinée équatoriale).

Le Sommet sera précédé par une réunion ministérielle extraordinaire du GECF, qui se tiendra le 28 novembre 2019 et le 2e Séminaire international sur le gaz, prévu le 27 novembre 2019. Le ministre de l'Energie sera accompagné d'une importante délégation composée de hauts responsables des groupes Sonatrach et Sonelgaz, qui participera à cette occasion à un panel ministériel et à une session sur «le gaz naturel et les objectifs du développement durable», a précisé la même source. Lors de la 21e réunion ministérielle du Forum, tenue en octobre 2019, à Moscou (Russie), les ministres avaient approuvé à l'unanimité la proposition algérienne de l'acte constitutif de l'Institut de recherche du gaz du GECF «GRI» établi en Algérie. Ils ont également approuvé la proposition de tenir la 22e Réunion ministérielle du GECF en Algérie en novembre 2020 et désigné le ministre de l'Energie en tant que président du Forum pour l'année prochaine. A rappeler que le GECF est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8e session du Forum informel de ces pays, tenue à Moscou en décembre 2008. Le Forum est composé de 12 pays qui détiennent, ensemble, plus des deux-tiers des réserves gazières de la planète. Il s'agit de : l'Algérie, la Bolivie, l'Egypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago, les Emirats arabes unis et le Venezuela, alors que l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Kazakhstan, la Norvège, Oman, le Pérou et l'Angola ont le statut de membres observateurs.

Les objectifs stratégiques de cette organisation sont de soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et leur capacité à planifier et à gérer, de façon autonome, le développement, l'utilisation et la conservation des ressources en gaz naturel, de façon durable, efficace et respectueuse de l'environnement, au bénéfice de leurs peuples.

Le Forum œuvre, également, à favoriser le dialogue entre les producteurs de gaz et les pays consommateurs afin d'assurer la stabilité et la transparence du marché gazier et un prix équitable pour les intervenants sur ce marché.

Il est aujourd'hui la seule plate-forme d'échange et de coopération entre pays producteurs et exportateurs de gaz.

Moussa O.

Tourisme

De nouvelles lois en 2020 pour renforcer et promouvoir l'investissement dans le secteur

De nouvelles lois viendront renforcer en 2020 le secteur du Tourisme afin d'y favoriser l'investissement et consolider sa contribution dans le développement socioéconomique, a fait savoir le ministre du secteur, Abdelkader Benmessaoud.

Dans une allocution à la clôture de la 20e édition du salon international du Tourisme et des voyages (SITEV). Benmessaoud a indiqué que «l'année prochaine verra d'importantes réalisations qui devraient renforcer le secteur par un nouvel arsenal juridique et redoubler le nombre de lits et des structures d'hébergement outre la réouverture de plusieurs hôtels publiques réaménagés ainsi que l'inauguration de villages touristiques et de complexes dans diverses régions du pays».

S'agissant de la consolidation de la coopération internationale, Benmessaoud a fait savoir qu'il sera procédé l'année prochaine à la «mise en œuvre de la convention conclue entre l'Algérie et la Chine pour amener des centaines de touristes chinois à découvrir la richesse touristique dont recèle l'Algérie outre l'organisation de plusieurs manifestations à partir du 12 er trimestre 2020». Dans ce cadre, un atelier international sur les statistiques touristiques sera organisé avec la participation des ministres africains du Tourisme outre la tenue, durant le premier semestre de l'année prochaine, d'une grande manifestation touristique et culturelle qui devrait mettre en évidence le legs culturel en matière d'habit traditionnel algérien dans le domaine touristique». Se félicitant, par ailleurs, des acquis réalisés par son département en 2019, Benmessaoud a fait état des résultats positifs sanctionnant les Assises nationales du tourisme qui ont permis de faire le point et d'aboutir à des recommandations à même de booster le secteur et pallier les lacunes jusque-là enregistrées. Plus explicite, le ministre a passé en revue le travail de coordination effectué avec les secteurs concernés, en vue de concrétiser ces recommandations et bannir les obstacles qui bloquaient autrefois l'émancipation de l'activité touristique et ce, a-t-il poursuivi, à travers des équipes de travail qui veillaient à la simplification des procédures du visa en direction de l'Algérie et l'amélioration du transport terrestre. Ont pris part à ce salon, qualifié par le ministre d'importante occasion pour promouvoir la destination Algérie et envoûter davantage de touristes, des agences de tourisme, des représentants d'hôtels, des responsables de start-up, des experts, des artisans et des professionnels du secteur. C'est là également une opportunité pour signer des conventions avec les opérateurs opérant sur le terrain afin de relancer ce secteur vital et apporter un plus au développement durable, a-t-il soutenu.

A noter qu'une nouvelle application «Allô Hirafi» a été officiellement lancée, permettant aux artisans de commercialiser leurs produits et de se rapprocher des citoyens désirant acquérir des articles traditionnels.

Insertion professionnelle

Régularisation de la situation de 460 000 travailleurs

La régularisation du dossier d'insertion de 460 000 travailleurs dans le cadre de l'insertion professionnelle se fera «progressivement durant les 3 ans à venir», a indiqué, mardi à Biskra le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), Abdelkader Djaber. Dans une déclaration à la presse en marge de l'inauguration du Salon régional des microentreprises à l'Ecole régionale des sports olympiques d'El Alia, le même responsable a précisé que l'opération de permanisation concernera dans une première étape, d'ici à fin 2019 plus de 160 000 travailleurs de plus de 8 ans d'ancienneté, et 100 000 travailleurs de plus de 3 ans d'ancienneté dans une seconde phase durant l'année 2020, alors que le reste se fera ultérieurement durant l'année qui suit. Tous les employés du dispositif d'insertion professionnelle seront insérés, notamment les diplômés de l'université et des instituts recrutés dans le cadre de contrats d'insertion des diplômés (CID) et contrats d'insertion professionnelle (CIP) dont le nombre dépasse les 420 000 travailleurs en plus de 40 000 employés détenteurs de diplômes et dépendant du secteur de la solidarité nationale. Le même responsable a indiqué que les employés dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle exerçant dans le secteur privé sont aussi concernés par ces mesures. Il a, à ce titre, assuré que «s'il ne sera pas possible d'insérer cette catégorie d'employés dans le secteur privé, ils seront transférés et intégrés dans le secteur public économique». Evoquant les mécanismes d'emploi mis en place par l'Etat, le même responsable a indiqué que des efforts étaient en cours pour encourager les diplômés des universités à créer des entreprises privées dans des domaines en rapport avec l'innovation, précisant qu'un travail de proximité se fait actuellement pour inciter cette catégorie à s'inscrire dans des programmes de formation supplémentaires s'adaptant au domaine d'activité choisi.

Le DG de l'ANEM s'est longuement étalé sur les nouvelles mesures mises en place par le gouvernement dans le domaine de l'emploi comme la levée de gel sur plusieurs créneaux d'activité dans les wilayas du Sud notamment et la distribution de locaux commerciaux. Le Salon des micro-entreprises de Biskra comme les autres Salons similaires qui seront ouverts à travers d'autres wilayas du pays (Béchar, Annaba, Alger et Djelfa entre autres) a pour but de se rapprocher davantage des micros entreprises créées dans le cadre des dispositifs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) et la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), selon le même responsable. Le Salon de Biskra a été organisé à l'initiative de l'Anem en collaboration avec l'Andef et la CNAC et avec la participation de plusieurs instances publiques comme l'Agence nationale de gestion des micros crédits (Angem) et la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos).

T. M.

Aïn Defla

De l'huile de figue de Barbarie exportée vers le Mali courant 2020

Une opération d'exportation d'une quantité d'huile de figue de Barbarie produite à Aïn Defla sera organisée courant 2020 vers le Mali, a-t-on appris, mardi, auprès du Directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers.

«Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'exportation dont celle se rapportant aux produits du terroir», a précisé, Djillali Choumani au lendemain de la Foire internationale de l'Artisanat organisée à Bamako (Mali) du 7 au 22 Novembre courant et dont l'encadrement de la participation algérienne a été confié à la Chambre d'artisanat d'Aïn Defla. Notant que d'huile de figue de Barbarie est un produit relevant de l'artisanat, il a fait savoir que la wilaya d'Aïn Defla en a, lors de cette manifestation commerciale, exposé une quantité importante «laquelle a été particulièrement appréciée par les visiteurs». «Au cours de notre séjour au Mali, nous avons pu nous rendre compte que la population de ce pays consomme énormément de produits dits -Bio- et c'est pour cette raison que nous avons décidé de nous lancer dans cette opération d'exportation vers ce pays», a-t-il expliqué. Selon lui, l'huile de figue de Barbarie qui sera exportée vers le Mali est produite par un artisan spécialisé dans l'extraction des huiles essentielles opérant à Rouina (20 km à l'ouest d'Aïn Defla), relevant qu'à la faveur de sa production de figues de Barbarie dépassant les 50 000 q/an, Aïn Defla se doit de tirer profit de cette richesse. «Concentré, notamment au niveau du piémont à Aïn Defla, la figue de Barbarie ne nécessite pas de grands investissements», a-t-il observé, assurant que ce produit dont le prix de l'extrait (huile) dépasse les 200.000 DA/litre est consommé à grande échelle aux Etats-Unis d'Amérique au regard de ses immenses bienfaits sur les plans esthétiques et thérapeutiques. Revenant sur la participation algérienne à la Foire internationale de l'artisanat abritée par la capitale malienne en présence de 800 exposants représentant 18 pays de différents continents, il s'est félicité de l'engouement suscité par le pavillon algérien lequel a exposé à l'occasion des produits de 8 Chambres d'artisanat et des métiers du pays. «Le pavillon algérien a constitué le point de mire des visiteurs et même des officiels maliens dont, notamment l'épouse du président malien, la ministre de l'Artisanat et du Tourisme ainsi que le président du Conseil constitutionnel», s'est-il réjoui. Cette manifestation commerciale a été clôturée par l'organisation du prix national du président de la République malienne qui a vu l'Algérie remporter la seconde place en matière de meilleur pavillon. La ministre malienne a fait état, à cette occasion, d'un protocole d'accord qui sera signée «prochainement» entre les deux pays dans le but de consolider la coopération et la formation dans le domaine de l'artisanat à l'avenir, a-t-il soutenu. Selon Choumani, cette foire a constitué une opportunité pour connaître les spécificités du marché malien dans le domaine de l'artisanat «afin de pouvoir se fixer sur ses besoins et consolider les relations d'échange avec les pays du Sahel présents lors de cette manifestation commerciale. «Le marché malien à l'instar de celui des pays du Sahel est vierge et c'est pour cette raison qu'il y a lieu de le conquérir», a-t-il préconisé, observant que nombre de produits qui «stagnent» en Algérie sont «ardemment» recherchés dans ces contrées. Se référant à l'ambassadeur d'Algérie au Mali, il a, par ailleurs, fait état d'une autre foire qui sera organisée cette fois-ci à Niamey (Niger du 29 Novembre au 8 décembre 2019) dédiée à l'artisanat pour femmes. «Des formateurs algériens y prendront part en vue de former des cadres nigériens dans le domaine de l'artisanat ce qui permettra de faire profiter ce pays du savoir-faire algérien», a-t-il soutenu.

Une autre manifestation consacrée aux produits commerciaux nationaux sera organisée par l'Algérie à Bamako durant le 1er trimestre de l'année 2020, a encore fait savoir Choumani.

A. Moussa

Blida

Coupures d'électricité et de gaz pour la récupération de plus de 200 milliards de centimes de créances

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de Blida a entamé une opération de coupure de l'alimentation électrique et du gaz pour les abonnés n'ayant pas honoré leurs factures estimées à plus de 200 milliards de centimes, suite à l'échec de toutes les tentatives pour la récupération de ses redevances à l'amiable, a-t-on appris, auprès de cet organisme public. La Direction de la Sonelgaz de Blida a lancé cette procédure répressive (coupures d'électricité et de gaz), à l'encontre des abonnés qui ne se sont pas acquittés de leurs créances, en dépit de toutes les mesures de facilitation décidées à leur profit, dont, notamment le payement de leur créances par tranches, a-t-on ajouté de même source. Les créances impayées de la société auprès de ses abonnés dépassent les 200 milliards de centimes, dont une centaine de milliards dus auprès d'entreprises publiques et privées, et le reste auprès des ménages, a précisé la source, assurant que cette situation a impacté négativement sur le bon déroulement de différents programmes de développement visant le renforcement et promotion des réseaux électrique et de gaz de la wilaya.
La même direction a souligné sa détermination à offrir toute la latitude à ses abonnés pour régler leur créances, en leur accordant, notamment un délai de 2 semaines à partir de la date de réception de leurs factures énergétiques. En dépit de cela, l'opération de recouvrement des créances de la société demeure irrégulière au niveau de la totalité des communes, a encore déploré la source, appelant les abonnés à se rapprocher des agences commerciales ou des bureaux postaux pour régler leurs dus, et contribuer à l'amélioration des prestations qui leurs sont offertes, est-il souligné, par ailleurs. Des coupures d'électricité ont été entamées, en parallèle, à l'encontre des citoyens exploitant cette énergie de façon illégale, avec l'engagement de poursuites en justice contre eux. Sachant que les atteintes contre le réseau électrique sont à l' origine de pertes considérables pour la Sonelgaz, outre, le préjudice subi par le réseau.

Médéa

Plus de 43 000 logements réalisés et distribués durant la dernière décade

Au total, 43 103 logements, tous types confondus, affectés à la wilaya, au titre des différents programmes de logements, ont été réalisés et distribués dans la wilaya de Médéa, durant les 10 dernières années, sur un quota global estimé à 61 018 logements, a-t-on appris, mardi, auprès du Directeur du logement. Quelque 11 930 autres unités, toutes formules confondues, sont en cours de réalisation, à travers différentes communes de la wilaya, a indiqué Djamel-Eddine Mekertar, qui fait état, en outre, d'un quota englobant 5985 logements, non encore lancés, parmi lesquels des logements récemment notifiés au secteur de l'Habitat et en attente de finalisation de procédures d'affectation des projets. Le même responsable précise que sur un total de 5229 logements promotionnels aidés (LPA), ancienne et nouvelle formule, 1887 unités ont été réalisées, 2512 en cours et 830 autres logements non lancés, tandis que dans la formule public locatif (LPL), 17 475 logements achevés et distribués, sur les 22 270 logements affectés à la wilaya, dont 4795 logements sont toujours en cours de construction. S'agissant de la formule location vente, le Directeur du logement, révèle que sur 7927 unités inscrites au profit du secteur, 1042 unités ont été achevées et livrés aux citoyens, 3258 unités en cours de réalisation et 3627 autres logements en phase de lancement, a-t-il ajouté. Pour le segment de l'habitat rural, le même responsable, fait part de l'achèvement de 22 699 logements ruraux, sur un total de 25 398 logements attribués aux différentes communes, 1171 en cours de construction, alors que 1528 autres logements en attente d'affectations des aides aux bénéficiaires.

Alimentation en électricité à Tizi-Ouzou

Réalisation de 6 postes transformateurs à l'horizon 2024

La wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'un programme de réalisation de 6 postes transformateurs à l'horizon 2024, destiné à renforcer l'alimentation en énergie, a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction de la Société de distribution d'électricité et de gaz du centre. Ce programme est doté d'une enveloppe financière de plus de 8,18 milliards de dinars, et porte sur la réalisation de 5 postes de 60/30 kilovolts à Chaoufa (Tamda), Ouadhias, Tassadort, Azib Ahmed et Iflissen et d'un 6e de 220/60KV à Sidi Naâmane. Il assurera à sa réception un apport supplémentaire de 760 méga-volt-ampères (MVA) en très haute, haute et moyenne tension, a-t-on indiqué de même source. Concernant la réalisation de lignes électriques au titre de ce programme, il est projeté la réalisation d'un total de 138 km de réseau de haute tension, selon la fiche technique du projet communiqué. Avec ce nouveau programme, la puissance cumulée du réseau (déjà existante et nouvel apport) à l'horizon 2024 sera de 1820 MVA et de 665 km de réseau haute tension. Ces projets visent à améliorer la qualité et la continuité du service et à répondre à la demande (domestique, agricole et industrielle) croissante en énergie électrique au niveau de la wilaya qui est alimentée actuellement par les postes sources de Draâ Ben Khedda, Oued Aïssi, Boukhalfa, Tizi Medden, Souk El Djamaâ, Fréha et les cabines mobiles de Draâ Ben Khedda, Oued Aïssi (ENIEM) et Tamda. La consistance actuelle du réseau de transport d'électricité Tizi-Ouzou, est de 527 km de réseau de haute tension. Pour le réseau de distribution, la wilaya compte 4229 postes, un réseau d'une longueur totale de 7463 km de moyenne et basse tension. Le nombre d'abonnés arrêté au 30 septembre dernier est de 455 602 foyers ce qui donne un taux de raccordement de 98,49% pour toute la wilaya, rappelle-t-on.

Kahina Tasseda

Centre d'enfûtage de Skikda

Exportation du gaz butane vers la Tunisie, prochainement

Le centre d'enfûtage de gaz butane de Naftal, situé dans la petite zone industrielle de Skikda, exportera le surplus de sa production vers la Tunisie dès «la semaine prochaine», a annoncé le Directeur général de Naftal, Belkacem Harchaoui.

En marge d'une visite d'inspection des infrastructures de Naftal dans la wilaya de Skikda, Harchaoui a indiqué qu'avec le contrat à long terme d'exportation du surplus de la production vers la Tunisie, le centre d'enfûtage de gaz butane de Skikda procèdera dès la semaine prochaine à l'emplissage des bouteilles de butane vides expédiées depuis ce pays, en attendant de trouver d'autres marchés extérieurs. Tournant à un régime de 1200 bonbonnes de gaz butane/heure, soit 11 000 bonbonnes /jour, ce centre parvient actuellement à satisfaire la demande locale, mais, également celle de toutes les wilayas relevant du district de Skikda, parmi lesquelles Annaba, Constantine, Jijel et Mila. Le même responsable a, dans ce même contexte, soutenu que toutes les mesures ont été prises en vue de garantir la distribution des bouteilles de gaz butane dans tous les points de vente du territoire national durant la saison hivernale révélant qu'un million de bouteilles ont été mises en réserve.

Au cours de sa visite, le Directeur général de Naftal a donné le coup d'envoi de la caravane nationale de sensibilisation à la bonne utilisation des bouteilles de gaz butane, et ce, à partir du CEM Aouad-Ziane du centre-ville de Skikda. Lancée en 2011, cette caravane annuelle devra sillonner les wilayas de Skikda,Tiaret, Saïda, Chlef, Blida, Alger, Bouira, Béjaïa et Oum El Bouaghi. Harchaoui a, également, inspecté le centre de distribution et de stockage de carburants dans la petite zone industrielle de Skikda où il a insisté sur tous les paramètres de sécurité et de prévention. Pour rappel, le centre d'enfûtage de gaz butane de Naftal de Skikda a fait l'objet d'une importante opération de rénovation et d'extension suite à l'incident survenu en 2016 ayant occasionné la mort d'un agent du centre et la blessure de 16 autres. Cette opération qui a mobilisé une enveloppe financière de 1,7 milliard de dinars à permis de rehausser la production de 7000 à 11 000 bonbonnes de gaz butane/jour.

Mechaka A.

Direction régionale du commerce de Batna

Plus de 10,5 milliards de dinars d'évasion fiscale en 9 mois

La Direction régionale du commerce de Batna a enregistré un total de 10,545 milliards de dinars d'évasion fiscale au cours des 9 premiers mois de l'année 2019, a indiqué son Directeur, Ibrahim Khederi.

«Cette évasion fiscale représente la non-facturation de divers produits proposés à la vente dans les wilayas de Tébessa, Khenchela, Oum El Bouaghi, Biskra, Constantine et Batna, relevant de la Direction régionale». Au cours de la même période, 969 locaux commerciaux ont été fermés dont 854 dans le domaine des pratiques commerciales et 115 dans le domaine de la qualité et de la répression de la fraude dans les 6 wilayas, soulignant que l'absence du registre de commerce, le non-respect des conditions d'hygiène, et la commercialisation de denrées impropres à la consommation sont les principaux griefs retenus à l'encontre des contrevenants. Une quantité totale de 124,651 tonnes de divers produits alimentaires a été saisie au cours de cette période, dont la valeur a dépassée 21 millions de dinars. Les équipes de contrôle économique ont effectué 99 717 interventions entre le 1er janvier et le 30 septembre 2019, a déclaré la même source, soulignant que 11 876 procès-verbaux (PV) ont été libellés dont 11 452 ont été traduits à la justice.

Concours régional sur la rationalisation de l'utilisation de l'eau

L'école Abdelmadjid-Chafaï de Guelma décroche le 1er Prix

L'école primaire Abdelmadjid-Chafaï de Guelma a été honorée, mardi, pour son 1er Prix au concours régional inter-écoles sur la préservation des ressources en eau, lancé par l'Agence de bassin hydrographique constantinois Seybousse-Mellegue (ABH CSM). «L'établissement scolaire s'est distingué lors de la 1re édition du concours auquel ont participé 50 écoles primaires des wilayas de Constantine, Skikda, Mila, El Tarf et Guelma», a indiqué le Directeur de l' ABH CSM, Abdallah Bouchedja, en marge de la cérémonie organisée en l'honneur des lauréats à la Maison de la culture Abdelmadjid-Chafaï en présence des autorités locales.

L'école primaire Abdelmadjid-Chafaï a obtenu une moyenne de 19/20 et s'est classée première dans la compétition, organisée par l'Agence nationale de la gestion intégrée des ressources en eau à travers ses 5 agences réparties sur le territoire national, dont celle de la wilaya de Constantine, a-t-il ajouté, détaillant que le concours organisé entre avril et octobre derniers englobait 20 questions relatives au thème de l'eau adressées aux 50 écoles, avec une moyenne de 10 écoles par wilaya. Le concours inter-écoles est inscrit dans le cadre des actions de sensibilisation sur l'importance des ressources en eau, la diffusion d'une culture de rationalisation dans l'utilisation de cette ressource en milieu scolaire et sa protection contre la pollution et le gaspillage, a rappelé Bouchedja.

L'établissement scolaire, a fait savoir le responsable, a bénéficié à cette occasion de robinets économiseur d'eau, octroyés par l' ABH CSM. Une convention entre l'Agence nationale de la gestion intégrée des ressources en eau et les Directions de l'environnement et de l'éducation de la wilaya de Guelma, visant l'organisation des conférences et d'activités de sensibilisation dans des établissements scolaires sur la protection de l'environnement et de la ressource en eau, a été signée en marge de la cérémonie marquée, également, par la présentation de plusieurs activités artistiques et culturelles animées par les écoliers.

Mila

Stockage de 65 000 quintaux d'ail produit localement à travers le pays

Une quantité de 65 000 quintaux d'ail produite localement a été stockée dans des chambres froides à travers le pays, a annoncé, mardi, à Mila, le président du Conseil national interprofessionnel des filières ail et oignon. «La quantité d'ail stockée dans les différentes régions du pays au titre de la campagne agricole 2018-2019 a dépassé de loin celle de 2017-2018, estimée à 35 000 q», a indiqué Boudjemaâ Hansali. Il a, également, attribué l'augmentation de la quantité stockée à la production «importante» réalisée lors de la campagne, qui a dépassé 100 000 q d'ail mature ou sec, pouvant être stockée dans des chambres froides. «La quantité d'ail stockée de la campagne actuelle est suffisante pour répondre aux besoins du marché national jusqu'à la prochaine campagne de récolte et le prix sera fixé pour être accessible au simple citoyen», a assuré le responsable, soulignant que le recours au stockage de l'ail par le froid lors de l'année précédente a permis «d'éviter une pénurie de ce produit et l'augmentation de son prix». Comparativement à la campagne écoulée, la superficie plantée d'ail a été réduite afin d'éviter les problèmes de commercialisation auxquels sont souvent confrontés les agriculteurs, notamment les pertes occasionnées dans le cas de mévente, a affirmé la même source.

Jijel

Caravane médicale de l'ANP dans les mechtas du sud-est de la wilaya

Une caravane médicale de l'Armée nationale populaire (ANP) a fourni, mardi, des soins et prestations sanitaires aux habitants de villages et mechtas reculés du sud-est de la wilaya de Jijel. La caravane s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du ministère de la Défense nationale pour la prise en charge sanitaire des habitants des villages enclavés relevant des communes de Bouraoui Belhadef, Boucif et Ouled Asker sur les hauteurs de Jijel à l'exemple des mechtas de Ghedir El Kebche et Rass El Zane. Selon le médecin en chef, le commandant de la cargaison de Jijel, Hichem Boukhtala, l'initiative qui vient en application des instructions du haut commandement de l'ANP vise à raffermir le rapport armée/nation et à fournir des prestations médicales aux citoyens durant l'hiver. Cette initiative a permis aux malades de bénéficier de médicaments, mais aussi de diagnostics des cas nécessitant un accompagnement supplémentaire lors des caravanes spécialisées programmées dans la région au cours des jours à venir. L'état-major de l'ANP a mobilisé pour cette caravane un staff composé de médecins et d'infirmiers qui ont prescrit et distribué des médicaments. Les habitants des mechtas ciblées ont salué l'initiative de l'ANP et les prestations sanitaires qui leur ont été prodiguées.

CHU d'Oran

Une moyenne de 1200 cas de violence contre les femmes enregistrée annuellement

Le service de médecine légale du CHU d'Oran enregistre annuellement une moyenne de 1200 cas de violence contre les femmes, ce qui représente un taux de 30% des consultations du service, a indiqué le Dr Ouslim Wahiba, médecin légiste dans cet établissement de santé.

En marge d'une journée de sensibilisation sur la violence contre les femmes, organisée par l'Association algérienne de planning familial en collaboration avec le CHU d'Oran, le Dr Ouslim a souligné que 30% des consultations au sein de ce service concernent des femmes victimes de violence.
Les femmes battues sont souvent victimes d'actes de violence perpétrés par des hommes de leur entourage (hauteur de 70%), a-t-elle fait savoir, ajoutant que les 30% restants concernent des violences entre femmes, voisines notamment.
Les femmes peu instruites, issues de milieu défavorisé représentent la majorité des victimes, a déclaré la spécialiste. Pour sa part, Samira Bouddou, psychologue majeure en niveau du CHU d'Oran a estimé que «toute femme ayant subi une violence doit faire le pas pour se faire suivre par un psychologue, car les séquelles psychologiques de la violence sont parfois encore plus difficiles à soigner que les blessures corporelles».
«Il s'agit de blessures narcissiques qui détruisent l'estime de soi, d'où l'importance de voir un spécialiste pour surmonter les traumatismes», a-t-elle souligné, ajoutant «qu'il est préférable de suivre une thérapie à deux, car l'agresseur est également porteur d'un mal à guérir».
S'agissant du dépôt de plaintes contre l'agresseur, surtout lorsqu'il s'agit d'un membre de la famille (un conjoint, un père, un frère), les deux spécialistes se sont accordés à dire que la majorité des femmes préfèrent renoncer pour diverses raisons dont, notamment la dépendance financière et la considération d'un tel acte comme une trahison.

Lehouari K.

Lancement d'un inventaire pour répertorier les déchets spéciaux

L'Agence nationale des déchets (AND) a procédé à une opération consistant à inventorier les déchets spéciaux (DS) dans la wilaya d'Oran qui connaît une dynamique économique générant plus de déchets industriels, a-t-on appris de son directeur. Karim Ouamane. «La collecte de ces données permettra d'avoir une vision plus claire sur la gestion de ce genre de déchets», a déclaré Karim Ouamane, faisant savoir que l'AND dispose déjà d'informations sur certains types de déchets spéciaux comme les pneus et les huiles usagées. La direction de l'environnement a réalisé une étude en 2017 sur l'état des lieux des déchets spéciaux (DS) et déchets spéciaux dangereux (DSD) dans la wilaya d'Oran, où sont proposées plusieurs solutions permettant leur gestion en l'absence d'opérateurs spécialisés dans leur traitement. Dès lors, l'AND a mis en place un dispositif spécifique de collecte et de traitement des données sur les déchets spéciaux (huiles usagées, pneus, batteries...) au niveau des wilayas d'Alger, Chlef, Oran, Batna, Annaba, Sétif, Constantine, Ouargla et Béchar, a-t-on rappelé. Une analyse comparative des indicateurs produits dans différentes wilayas du pays a pris le relais, à l'étape de collecte d'informations, pour déterminer les ratios relatifs aux quantités de déchets produites. Des enquêtes ont permis d'apprécier les quantités de ces types de déchets, ce qui a permis à l'AND de lancer d'autres campagnes concernant les déchetsd'équipements électriqueset électroniques (DEEE) et les huiles usagées au niveau des wilayas de Tizi-Ouzou et Oran, afin d'affiner les résultats obtenus, a-t-on ajouté. S'agissant de la révision du schéma communal de gestion des déchets ménagers et assimilés au niveau de la wilaya d'Oran, annoncée il y a quelques semaines de cela, Ouamane a indiqué que la première phase qui consiste à dresser un état des lieux a été achevée. Les résultats qui seront communiqués prochainement permettront de revoir le schéma directeur de gestion des déchets à Oran, de façon à apporter des solutions aux problèmes posés, a-t-il souligné.

L. K.

Entraves aux procédures de classement des forts restants

L'opération de classement des forts de l'ancien système de défense de la ville d'Oran est confrontée à certaines entraves affectant l'achèvement des procédures de classement de ces bastions entreprises depuis un an, a-t-on appris auprès de l'antenne d'Oran de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés. Parmi ces bastions figurent la Casbah d'Oran, l'ancien palais, l'ancienne caserne militaire espagnole, la Kalâa, a indiqué le responsable l'antenne, Massinissa Ourabah, rappelant que la commission nationale de classement des sites archéologiques au ministère de la Culture a classé cinq forteresses patrimoine national il y a un an. Pour achever les procédures de classement du restant des sites, l'équipe pluridisciplinaire relevant de l'antenne de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés a été confrontée à plusieurs problèmes dans la collecte des données pour renforcer le dossier et le soumettre à la commission compétente, a-t-il fait savoir.
A propos des entraves retardant le classement, le même responsable a déclaré «nous avons été interdits d'entrer à l'ancienne caserne militaire espagnole située à proximité de la poissonnerie d'Oran par un privé qui utilise ce site comme usine de teinture, même avec la présence des représentants de la Direction de la culture, de la cellule de protection des monuments de la gendarmerie d'Oran et d'acteurs du patrimoine». «Il est plus raisonnable que cette usine soit en dehors du tissu urbain pour permettre de classer ce site dans le but de sa protection», a souligné Massinissa Ourabah, faisant remarquer que la même situation est rencontrée à la citadelle De Gorda (Kalâa) au quartier populaire «Derb» squattée par des habitants rendant difficile l'accès et le travail de l'équipe qui s'attèle à achever les procédures de classement.
Eu égard au danger que représente la Casbah d'Oran dans le quartier de «Sidi El Houari» en raison de sa détérioration, l'équipe pluridisciplinaire n'a pu accéder au cœur de ce site archéologique qui s'étend sur une superficie de 5,5 hectares et qui nécessite des actions de confortement pour pouvoir procéder à des mesures de classement, notamment en prenant des photos, selon le même responsable.
L'ancien système de défense de la ville d'Oran, qui comprend plusieurs sites archéologiques, remonte à des époques historiques dont celles des Mérinides et de l'occupation espagnole.

L. K.

Tlemcen

Une quarantaine de chasseurs suivent une formation

Plus d'une quarantaine de chasseurs ont suivi une formation au niveau du parc national de Tlemcen pour obtenir le permis leur permettant d'exercer cette activité, a-t-on appris du président de la Fédération nationale des chasseurs algériens. La formation, assurée par des cadres des secteurs des forêts, de l'environnement ainsi que par des vétérinaires et des services de la Protection civile, a permis aux stagiaires d'obtenir des connaissances sur les gibiers autorisés à la chasse, les animaux menacés d'extinction, ceux protégés par la loi et sur les différentes maladies pouvant affecter ces gibiers, a précisé Zahi Benamer. Elle s'est penchée également, a souligné le responsable, sur l'éthique de la chasse, la législation relative à cette activité et celle concernant la lutte contre le braconnage ainsi que sur les premiers soins à prodiguer éventuellement au chasseur blessé. La formation initiée par la Fédération, a ajouté Zahi Benamar, a touché cette année quelque 11 000 chasseurs de tout le territoire national. Des certificats ouvrant droit à l'obtention de permis de chasse ont été remis aux stagiaires à l'issue de leur formation. Actuellement, la Fédération nationale des chasseurs attend l'ouverture de la chasse qui sera décidée par le Haut conseil supérieur de la chasse devant fixer les périodes autorisées pour pratiquer cette activité. La reprise de l'activité de chasse, suspendue pendant trois décennies, pourrait contribuer à la protection de l'environnement, au développement du tourisme rural comme elle créera de nouvelles ressources financières et des postes d'emplois, a estimé Benamer.

L. K.

Ghardaïa

245 hectares de foncier industriel inexploités ont été retirés à leurs bénéficiaires

Une superficie globale de 245 hectares, attribuée dans le cadre de l'investissement industriel et restée à ce jour, inexploitée, a été récupérée dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction de l'industrie et des mines (DIM).

Cette superficie, attribuée à 152 bénéficiaires, a été récupérée dans le cadre d'une opération d'assainissement du foncier industriel ainsi que celui destiné à l'investissement, qui se poursuit à travers la wilaya, a signalé à la presse, le DIM de Ghardaïa, Lyès Khelifa. Ces bénéficiaires ont été déchus de l'attribution après plusieurs mises en demeure adressées à leur encontre ainsi que des constats établis suite à des sorties récurrentes de vérification sur les sites devant recevoir leur projets, a expliqué le responsable. Pas moins de 2364 projets d'investissement ont été déposés auprès des services de la DIM, parmi lesquels 733 projets ont été retenus, 711 autres ont été rejetés pour différentes raisons d'insolvabilité du projet, et le reste est à l'étude, a fait savoir Khelifa. Sur les 733 projets retenus, 170 actes ont été établis, 75 ont reçu leur permis de construire et seuls 18 projets sont opérationnels, ont indiqué les statistiques de la DIM.

Quelque 2296 hectares ont été mobilisés comme assiette foncière devant recevoir des projets d'investissement dans la wilaya de Ghardaïa, a précisé le DIM, soulignant que toutes les facilitations préconisées par l'État sont accordées aux opérateurs économiques voulant investir dans la wilaya. Plus de 67 ha répartis en 185 lots situés dans les trois zones industrielles de la wilaya (El Guerrara 21 ha, Bounoura 10 ha et Oued Nechou 36 ha) et 53 ha répartis dans les 14 zones d'activité existantes dans les différentes communes, viabilisées et dotées d'une infrastructure de base, sont prêts à recevoir de nouveaux opérateurs économiques pour des projets industriels.

Pour renforcer l'attractivité en matière d'investissement industriel dans la région et contribuer à la création d'emplois, les pouvoirs publics ont lancé de nombreux projets de création de nouvelles zones industrielles et d'activités, dont les zones industrielles à Oued Nechou (100 ha) et à Oued Metlili (300 ha) dédiés aux grandes unités industrielles. Six nouvelles zones d'activité de 50 ha chacune viennent d'être créées à El Guerrara, Hassi El Gara, Hassi F'hel, Mansoura, Sebseb, Berriane et Zelfana,

a fait savoir le DIM. Actuellement, le tissu industriel de la wilaya de Ghardaïa dispose de 4300 entreprises, dont 3800 micro-entreprises (moins de 3 personnes) et 500 moyennes entreprises occupant une population de 18 000 travailleurs, indique-t-on.

Hadj M.

Hassi Messaoud

Divers projets pour les secteurs des Ressources en eau et de la Jeunesse

Plusieurs opérations de développement ont été retenues, au titre de différents programmes de développement, en faveur des secteurs des Ressources en eau, de la Jeunesse et des Sports (DJS) dans la daïra de Hassi Messaoud, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya d'Ouargla. Le secteur des Ressources en eau s'est vu accorder, pour un montant de plus de 223 millions de dinars du fonds spécial de développement des régions du Sud, trois châteaux d'eau de 2000 m^3 chacun, susceptibles d'améliorer la distribution de l'eau potable. S'agissant de la jeunesse et des sports, l'on signale la poursuite du chantier d'une piscine semi-olympique, dotée de toutes les installations nécessaires, dont une tribune de 250 places, une salle de culturisme, des vestiaires, une infirmerie, une cafétéria et autres servitudes, ont indiqué les services de la wilaya. Cette structure sera, également, dotée d'équipements de chauffage et de traitement de ses eaux. Une enveloppe de plus de 350 millions de dinars a été accordée aux opérations d'aménagement et de réfection du stade communal de Hassi Messaoud et la réalisation de gradins pour 10 000 places. Cette nouvelle installation sportive sera, également, dotée de vestiaires, d'un bloc administratif, d'une salle de réunions et d'un restaurant.

Santé

Jumelage des CHU d'Oran et de Béchar

Ils étaient 18 médecins spécialistes, accompagnés d'internistes et de résidents, à avoir répondu à l'appel de l'hôpital Tourabi-Boudjemaâ de Béchar, dans le cadre d'un jumelage de ces deux structures sanitaires, en vue de procéder à des opérations chirurgicales au profit de patients en attente d'interventions et dans l'impossibilité d'un déplacement vers les hôpitaux du Nord, faute de moyens financiers ou encore dans l'impossibilité d'un déplacement physique. Ces actions médicales ponctuelles et très attendues et appréciées par la population de la région et qui s'inscrivent, également, dans le cadre d'une promotion des prestations sanitaires, concernent la chirurgie générale, les maladies rénales, celles des glandes et la chirurgie vasculaire, des spécialités dont le traitement reste souvent peu traitable au niveau de l'hôpital Tourabi-Boudjemaâ, alors que des consultations pour différentes pathologies ont été menées au niveau d'une polyclinique de la ville. Il est, également, bon de rappeler que de telles entreprises ont souvent permis de sauver bien de vies. En attendant le lancement des travaux de réalisation d'un CHU à Béchar comme annoncé par les pouvoirs publics, il n'en demeure pas moins que la programmation de telles actions ne peut qu'être indispensable et souvent salutaire pour des patients en attente d'interventions chirurgicales.

3e séminaire international de biologie

L'université Tahri-Mohamed de Béchar a abrité, du 16 au 19 Novembre 2019, les travaux du 3e séminaire international de biologie, essentiellement consacrés à la promotion du partenariat entre les différents acteurs et institutions de ce domaine, tout en permettant de lancer des réflexions et des propositions sur les différents aspects du développement et de la gestion des bioressources.

À travers les différentes communications des intervenants et les interactions entre des universitaires, des chercheurs et des industriels spécialistes ou intéressés par la biologie (comme moteur de la recherche pharmaceutique), il a été, également, question d'aborder différents thèmes liés à la biologie, en l'occurrence la biodiversité végétale dans les zones arides et substances bioactives (plantes médicinales et substances bioactives), la biotechnologie et sécurité alimentaire (au et nourriture - biotechnologie alimentaire) ainsi que l'aspect lié aux dattes et palmier-dattiers, leur valorisation et leurs sous-produits, tout en envisageant le moyen de lutter contre les ravageurs de ces produits. Il est à souligner qu'une telle rencontre demeure aussi une opportunité offerte aux jeunes chercheurs et doctorants en vue d'élargir leurs horizons et de présenter le résultat de leur recherche.

El Bayadh

Marche pacifique de soutien à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain

Des citoyens de la wilaya d'El Bayadh sont sortis, mardi après-midi, dans une marche pacifique pour soutenir la tenue de l'élection présidentielle le 12 décembre prochain, a-t-on constaté. Lors de cette marche, qui s'est ébranlée de la bibliothèque principale sillonnant différentes artères de la ville arrivant à la pace du 1er Novembre, les participants ont scandé des slogans insistant sur la nécessité du déroulement des élections à leur date prévue. Les marcheurs brandissant le drapeau national, ont retenti entre autres slogans, «Pas de solutions sans vote», «Tous pour les élections», «Les jeunes piliers du pays avec les élections». Les citoyens venus de plusieurs communes de la wilaya représentant différentes couches sociales et la société civile ont valorisé, également, le rôle de l'ANP dans la protection du pays et la préservation de sa stabilité, en scandant «Djeïch Chaâb Khawa Khawa», tout en exprimant, également, leur rejet de toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays.

Près d'une tonne de sel non iodé saisie

Lors de l'une de leurs sorties de routine, les policiers de la sûreté de la daïra de Brézina ont mis la main sur une quantité de 950 kg de sel non iodé. C'est ce qu'ont révélé les analyses effectuées auprès du laboratoire sanitaire. La marchandise saisie a été découverte à l'intérieur d'une camionnette, dissimulée sous une bâche et destinée à être écoulée. Le propriétaire du véhicule a été arrêté et présenté devant le procureur de la République près le tribunal territorialement compétent. La marchandise a été déposée à la fourrière communale.

Facebook renforce Oculus VR avec le rachat du studio Beat Games

Les développeurs de Beat Games vont aider Oculus VR, la structure de Facebook à l'origine de l'Oculus Rift, a créer de nouvelles licences exploitant la réalité virtuelle. Mark Zuckerberg de Facebook commence à abattre ses cartes et fait l'acquisition de Beat Games, les créateurs de Beat Saber, le jeu phénomène du marché de la réalité virtuelle avec plus d'un million de ventes. La filiale d'Oculus VR va poursuivre sa mission qui consiste à créer de nouvelles expériences pour que le grand public puisse découvrir la musique et les jeux en réalité virtuelle, notamment grâce à des fonctionnalités sociales poussées. Malgré le rachat, le suivi de Beat Saber ne sera pas interrompu : «Ce que la communauté a appris à aimer à propos de Beat Saber restera intact. Beat Games continuera à partager des nouveaux contenus et des mises à jour de Beat Saber sur toutes les plateformes actuellement supportées, et encore plus maintenant avec le soutien de Facebook.» Mike Verdu, responsable du contenu AR et VR chez Oculus VR, s'est expliqué dans un communiqué de presse sur le rachat du studio à l'origine de Beat Saber : «Beat Games est une équipe forte avec un potentiel qui a fait ses preuves via la réalité virtuelle, les jeux et la musique. Avec les ressources et le savoir-faire que nous pouvons offrir, Beat Games sera en mesure d'accélérer, en ajoutant plus de musique et plus de fonctionnalités passionnantes à Beat Saber ainsi que d'apporter le jeu à plus de gens (…) L'équipe de Beat Games fonctionnera de la même manière qu'un studio indépendant et continuera à travailler sur Beat Saber ainsi que de futurs projets (…) L'histoire que nous voulons prouver au fil du temps, c'est qu'un studio indépendant s'associe à des alliés aux objectifs similaires pour trouver ensemble un moyen de pousser la réalité virtuelle vers de nouveaux sommets.» D'ici les prochains mois, Oculus VR devrait s'agrandir encore plus : «Nous explorons de nombreuses façons d'accélérer la réalité virtuelle, et nous pensons que l'année prochaine sera une année incroyable de lancements et d'annonces de jeux de réalité virtuelle. Nous sommes ravis d'accueillir Beat Games dans notre équipe.»

6 Go de RAM dans les iPhones 2020 ?

Les iPhone sont des smartphones dans lesquels hardware et software sont particulièrement optimisés. Cela permet d'obtenir des performances impressionnantes avec une puissance brute relativement peu élevée. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne la RAM. En termes de RAM dans les iPhone, Apple n'a jamais été agressif. Comprenez par là, la firme de Cupertino ne s'est jamais embarrassée à embarquer une grosse quantité de mémoire dans la mesure où le fait qu'elle contrôle et le hardware et le software de ses téléphones lui offre davantage de latitude. Ainsi, bien que les iPhone actuels ne disposent «que» de 4 Go de RAM, tout le reste est savamment optimisé ce qui permet aux appareils d'offrir des performances de très haute volée.
Cela pourrait changer en 2020. Cela étant dit, avoir davantage de RAM n'est pas nécessairement une mauvaise chose, particulièrement lorsqu'il est question de fonctionner en multitâche. Sur ce segment très précis, il se pourrait bien que les iPhone de 2020 soient livrés avec 6 Go de RAM. C'est du moins ce que semblent croire des analystes de Barclays. Ceux-ci affirment que les iPhone 12 Pro et 12 Pro Max seront équipés de 6 Go de RAM chacun, une jolie amélioration par rapport aux 4 Go de la génération actuelle. De quoi être bien plus libre dans la gestion des applications en multitâche. Davantage d'applications ouvertes en même temps et des basculements de l'une à l'autre qui devraient être plus fluides. Pour l'iPhone 12 «classique», quant à lui, les analystes sont convaincus que la marque à la pomme continuera d'utiliser 4 Go de RAM, ce qui reste assez logique quand on sait que ce modèle représente l'entrée de gamme de l'iPhone. Avec moins de RAM, son tarif devrait rester plus abordable. Ce rapport est à prendre avec des pincettes, bien évidemment, comme à l'accoutumée, mais les rumeurs de ce genre devraient se multiplier à mesure que la date de lancement de cette nouvelle génération approche.
Dans le même temps, Apple devrait lancer son iPhone SE 2. L'appareil est attendu pour le début de l'année 2020.

Twitter : les comptes inactifs depuis 6 mois seront supprimés

Twitter a annoncé, hier, que tous les comptes inactifs depuis 6 mois seraient supprimés. Tous les utilisateurs qui ne se seraient pas connectés à leur compte pendant cette période devront le faire dans les prochaines semaines. Twitter fait le ménage sur sa plateforme.
La société a publié un communiqué annonçant la suppression automatique de tous les comptes n'enregistrant aucune inactivité pendant une durée de 6 mois. Cette politique a toujours existé, mais la plateforme donne cette fois une date limite pour ne pas perdre son compte. La société a d'ores et déjà commencé à envoyer des emails de notification aux membres du réseau social concernés. La purge de ces comptes inactifs débutera le 11 décembre. Les utilisateurs qui souhaiteraient conserver leur compte et leur nom d'utilisateur Twitter doivent donc se connecter à la plateforme avant cette date. Notons que cette mesure vise les utilisateurs ne s'étant pas du tout connectés à leur compte pendant 6 mois, et non ceux qui accèdent régulièrement à la plateforme sans toutefois y publier des messages ou commentaires. Le communiqué de Twitter justifie cette mesure ainsi : «Dans le cadre de notre engagement à servir la conversation publique, nous travaillons à nettoyer les comptes inactifs afin de présenter des informations plus exactes et plus crédibles». Il ne s'agit donc pas seulement d'encourager les utilisateurs à se connecter à Twitter. En pleine période de campagnes pour les élections présidentielles aux États-Unis, les réseaux sociaux sont au cœur du débat sur la propagation de fake news. Twitter, Facebook, YouTube, tous tentent de déployer des mesures pour lutter contre la désinformation et la manipulation. Il y a quelques semaines, Jack Dorsey, PDG de Twitter, a notamment annoncé qu'aucune publicité politique ne serait tolérée sur sa plateforme. Facebook de son côté, est beaucoup moins engagé, et promet seulement de signaler les fausses informations, mieux protéger les comptes des candidats et indiquer qui contrôle les pages politiques.
Des initiatives un peu timides, qui laissent penser que le groupe n'a peut-être pas encore tiré toutes les leçons du scandale Cambridge Analytica.

Google met au point un robot intelligent capable de faire du tri sélectif

Si les robots et ordinateurs étaient jusqu'à présent programmés pour effectuer des tâches données, ils vont bientôt pouvoir décider eux-mêmes quoi faire. Une filiale de Google a mis au point un robot intelligent qui trie les déchets, chez vous, à votre place... Plus besoin de passer dix minutes devant la poubelle à se demander où jeter son pot de yaourt. C'est lui qui fait tout. Ce robot est intéressant car il a «appris» à trier... Il préfigure une nouvelle génération de machines qui ne sont plus programmées mais qui vont «apprendre».
Longtemps les ordinateurs, les robots, étaient programmés. On leur indiquait à l'avance des tâches précises à réaliser, mais ils n'étaient pas capables de s'adapter à un imprévu. Aujourd'hui, les machines peuvent apprendre tout au long de leur vie. Elles sont conçues pour ressembler au cerveau humain avec des neurones artificiels enchevêtrés capables d'apprendre. Ça s'appelle le «machine learning».
Ces robots trieurs de déchets ont passé des nuits dans un simulateur à regarder défiler différents déchets. On leur apprenait «celui-là c'est du plastique il va à gauche», et «ça c'est une épluchure de carotte ça va à droite, d'ailleurs si tu vois une autre fois quelque chose qui ressemble à une épluchure...tu le mets aussi à droite... même si ce n'est pas une carotte». Ils ont appris à différencier les déchets en plastique, en métal, en papier. Les robots se sont entraînés sur des milliers d'images et on les a testés dans la vie réelle dans des bureaux. Là où 20% du tri était mal fait par les humains, eux n'ont eu que 5% d'erreur. Ils sont loin d'être commercialisés car ils sont encore trop chers aujourd'hui.
Mais Google a voulu montrer les immenses possibilités de cette technologie pour améliorer notre quotidien.
C'est la même technologie qui permet aussi à des machines de reconnaître des visages ou de faire rouler des voitures sans chauffeur.

Une disquette signée Steve Jobs mise aux enchères

Si vous avez toujours un lecteur de disquettes dans votre grenier (et 7.500 $ à dépenser), cet autographe du cofondateur d'Apple est à vous. Avec leur capacité de stockage de 1,44 méga-octets, les disquettes ne valent plus la peine qu'on s'y intéresse depuis longtemps. Sauf peut-être si celle a la particularité d'être signée par Steve Jobs en personne, le défunt fondateur d'Apple. Un site d'enchères propose depuis hier le précieux autographe pour un montant minimum de 5.000 $. Steve Jobs était réputé pour être avare en matière d'autographes, refusant souvent de se soumettre aux demandes des collectionneurs. Sa signature est donc rare et très recherchée par les amateurs, et le fait qu'on la retrouve sur une disquette Apple Macintosh la rend d'autant plus précieuse. C'est pourquoi RR Auction estime cet autographe à l'écriture élégante à 7 500 dollars. Bien que ce prix semble très élevé, cette disquette est sans doute une bonne affaire puisqu'elle est loin d'être l'autographe le plus coûteux signé de la main de Steve Jobs. Cette année, une copie autographiée du magazine MacWorld a été évaluée à 10.000 $ et une plaque commémorative à 15.000 $. Toujours sur RR Auction, on a également vu passer en août dernier une affiche de film Toy Story signée de l'ancien P-DG d'Apple mise aux enchères avec un prix de départ à 25 000 $. Attention toutefois, vous ne trouverez pas de secrets sur le futur iPhone à l'intérieur de cette disquette certifiée «en parfait état $». Elle ne contient qu'une banale copie de la version 6.0 des outils système Macintosh qui ne fonctionneront probablement pas sur le dernier ordinateur de la marque à la pomme.

Teint radieux : mode d'emploi

Il y a beaucoup de facteurs qui peuvent causer une peau terne : stress, fatigue et pollution, pour ne citer qu'eux, vont tous nous affecter à un moment ou à un autre. Et éliminer ces problèmes n'est pas toujours aisé. Cependant, vous pouvez prendre certaines mesures pour remédier à cette situation, des solutions rapides qui amélioreront la santé de votre peau au fil du temps. Pour cela, la vitamine C figure en tête de liste. C'est l'un des meilleurs ingrédients pour rendre la peau plus radieuse et donc moins terne, car c'est un radical libre qui neutralise les agresseurs de la peau comme la pollution. Mais n'allez pas croire que plus votre produit sera concentré, meilleur il sera. Tout comme pour le rétinol, vous devez augmenter la concentration de vitamine C petit à petit, sinon, votre visage pourrait devenir rouge et douloureux. Essayez un sérum à la vitamine C chaque matin, suivi d'une crème avec un SPF. C'est important, car cet ingrédient peut rendre votre peau plus sensible. Une fois que votre peau s'y est habituée, vous obtiendrez des résultats entre un mois à six semaines : la peau devrait être plus lisse, plus éclatante et plus charnue. La peau sèche et déshydratée peut aussi paraître terne, il est donc bon d'ajouter à votre rituel beauté une bonne crème hydratante ou un bon sérum hydratant. Si vous utilisez un sérum à la vitamine C le matin, appliquez un sérum hydratant plein de peptides et d'acide hyaluronique le soir. Les deux produits vont repulper la peau, atténuer les ridules et lui donner de l'éclat. À plus court terme, utilisez des primers et des correcteurs pour aider à combattre la peau terne. Les tons de violet ou de pêche aideront à réchauffer votre teint, alors procurez-vous un primer qui contiennent ces couleurs et appliquez-le avant votre fond de teint.

Faire le plein de fibres protégerait les jeunes filles du cancer du sein

Pour réduire les risques du cancer du sein, les jeunes filles devraient consommer régulièrement des fibres. Une alimentation riche en fibres pendant l'adolescence permettrait de réduire les risques de cancer du sein, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Pediatrics* .
Les chercheurs de la Harvard T.H. Chan School of Public Health (Etats-Unis) ont mené une étude pour comprendre le rôle de l'alimentation sur le risque de déclarer un cancer du sein. Au total, 90 534 femmes participant à la cohorte Nurses' Health Study II, ont renseigné tous les 4 ans, des questionnaires sur leur régime alimentaire. Les conclusions de cette étude ont montré que les femmes qui consomment plus de fibres alimentaires à l'âge adulte, présentent un risque réduit de 12 à 19% de cancer du sein selon l'importance de cet apport.
Les scientifiques ont aussi observé qu'une consommation régulière de fibres pendant l'adolescence est associée à un risque réduit de 16% de cancer du sein et de 24% de cancer du sein avant la ménopause.

Comment faire le plein de fibres ?

Augmentez vos portions de fruits (avec la peau), de légumes et de légumes secs.
Remplacez le pain, le riz et les pâtes par leurs versions semi-complètes.
Parsemez vos plats d'herbes fraîches : même en petites quantités, ce sont toujours des fibres en plus.
Ajoutez une poignée de fruits rouges, d'amandes ou de noix, à votre bol de céréales du matin.

Après une chimiothérapie, le système immunitaire met 9 mois à se remettre

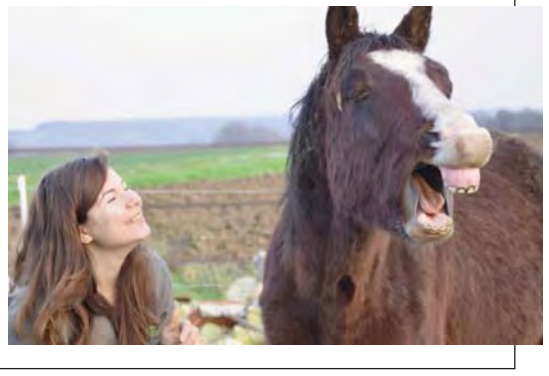
Après un traitement par chimiothérapie contre le cancer du sein les femmes manquent d'anticorps pour se défendre contre les infections virales et bactériennes.
Une nouvelle étude vient de se pencher sur les effets à long terme de la chimiothérapie sur le système immunitaire.
Cette étude montre que les femmes ayant suivi ce traitement pour soigner un cancer du sein mettent au moins 9 mois pour récupérer suffisamment d'anticorps, les rendant ainsi plus vulnérables aux différentes infections. Environ 30% des femmes atteintes d'un cancer du sein subissent une chimiothérapie. Celle-ci agit en attaquant les cellules qui se reproduisent rapidement, ce qui est le cas des cellules cancéreuses. Mais d'autres cellules, comme celles de la moelle osseuse ou les globules blancs, sont également susceptibles d'être affectées par les médicaments. Pour cette étude, les chercheurs britanniques ont étudié le système immunitaire de 88 femmes atteintes de cancer du sein. Leur niveau de lymphocytes (globules blancs) a été mesuré avant la chimiothérapie puis à intervalles réguliers entre 2 semaines et 9 mois après cette chimio. Les niveaux de presque tous les lymphocytes, parmi lesquels les «cellules tueuses» qui défendent l'organisme contre les virus et bactéries, ont diminué fortement après la chimiothérapie et il a fallu 9 mois pour qu'ils retrouvent leur niveau «pré-chimio». «En revanche, même après 9 mois, les anticorps contre le tétanos et la pneumonie sont restés bas. Cela montre que nous devons tenir compte de la santé immunitaire des patients atteints de cancer lors de la planification des traitements» affirme le médecin.

Mammographie et dépistage de pathologies cardiovasculaires

Les mammographies pourraient également détecter les maladies cardiovasculaires. La présence de micro-calcifications dans les seins indiquerait leur présence dans les artères également. Une nouvelle étude présentée lors du Congrès annuel du Collège américain de cardiologie à Chicago (Etats-Unis) suggère que la mammographie pourrait également être utilisée pour détecter les maladies cardiovasculaires chez les femmes. Selon le Dr Harvey Hecht, chef du service d'imagerie cardiovasculaire à l'hôpital du Mont Sinai de New-York, la détection de micro-calcifications dans la poitrine pourrait indiquer la présence d'autres petits dépôts de calcium dans les artères, augmentant ainsi les risques de contracter des pathologies cardiaques. En examinant plus particulièrement les femmes les plus jeunes (âgées de moins de 60 ans), les médecins se sont aperçus que 83% de celles qui avaient des micro-calcifications avaient également des dépôts de calcium dans les artères. Cette étude montre que la mammographie réalisée dès 50 ans pourrait fournir l'occasion d'identifier les femmes à risque cardiaque qui, normalement, n'auraient pas été soumises à un dépistage cardiovasculaire

Chevaux et humains partagent les mêmes expressions faciales

Des chercheurs britanniques ont essayé de mieux comprendre l'influence sociale entre les être humains et les animaux en analysant les réactions des muscles du visage. Lorsqu'on pense aux animaux qui ressemblent le plus aux être humains, on évoque souvent les singes, mais rarement les chevaux. Et pourtant, ces animaux au museau allongé partagent un grand nombre de nos mimiques, d'après les chercheurs de l'université du Sussex, au Royaume-Uni. Dans une étude publiée par la revue scientifique *Plos One*, l'équipe explique avoir déterminé cette similitude en adaptant un outil de mesure des muscles du visage appelée FACS (Facial Action Coding System) à la morphologie des chevaux. Les chercheurs ont ainsi identifié près de 17 mimiques différentes chez l'animal, soit un nombre plus élevé que celles du chien ou du chimpanzé, et se rapprochant le plus des 27 expressions humaines. Certains mouvements des yeux en cas de frayeur, le clin d'œil, le relâchement de la lèvre inférieure en cas de fatigue, malgré la différence de structure, de nombreux muscles partagent les mêmes réflexes chez l'homme et chez le cheval. Le lien entre l'homme et le cheval serait donc capable de modifier certaines caractéristiques sociales, cognitives et morphologiques de l'animal. En poursuivant leurs recherches, les scientifiques espèrent pouvoir améliorer leur compréhension de la psychologie comparative dans le milieu social.
Si vous vous demandez pourquoi les chiens ou les chats, avec qui nous partageons plus de temps que les chevaux, ne nous ressemblent pas autant, d'autres recherches expliquent que leur moyen de communication étant différent, ils ont «moins besoin» d'adopter nos mimiques, rapporte le site Medical Daily.



Parc culturel de l'Ahaggar

Renforcer le suivi technique du projet de préservation de la biodiversité

Les participants à un atelier sur «la gestion participative du patrimoine éco-culturel du parc de l'Ahaggar» ont mis l'accent, hier, à Tamanrasset, sur le renforcement du suivi technique du projet de préservation de la biodiversité et l'utilisation durables des services éco-systémiques pour atteindre ses objectifs.

Les travaux de cet atelier, tenus au siège de la wilaya, font ressortir que ce projet porte, dans sa phase actuelle et après 5 ans du lancement de ses activités, sur la consolidation des approches techniques et méthodiques en vigueur et la reconduction des activités du projet sur les autres sites prioritaires, ainsi que le renforcement du projet de gestion des systèmes des parcs culturels en Algérie, notamment le parc national culturel de l'Ahaggar (PNCA). Le représentant du ministère de la Culture, Brahim Boutheldja, a indiqué, dans ce cadre, que le projet en question (préservation de la biodiversité) a donné lieu à «d'importants» résultats au niveau du territoire du PNCA, reflétant la conscience des différents acteurs de la nécessité de préservation de la biodiversité et du patrimoine, dans tous ses aspects.
Pour le directeur national du projet des parcs culturels en Algérie, Salah Amokrane, «les résultats préliminaires atteints des sorties de terrain ont confirmé la grande importance de ces régions en tant que lieux de prédilection et de peuplement de nombreuses espèces animales et végétales, représentant une biodiversité universelle, et espaces de sédentarisation de l'homme sur de longues ères faisant de cette région un lieu aux valeurs historique et artistique.
La représentante permanente du programme onusien pour le développement (PNUD) en Algérie, Blerta Aliko, partie cofinançant le projet, a affirmé que «l'Etat algérien s'est attelé à la concrétisation de ces écosystèmes pour la préservation de la biodiversité avec une implication de tous les acteurs et partenaires à la démarche. Un état de fait traduit par les efforts déployés par le ministère de la Culture dans ce projet en vue d'assurer la sauvegarde du patrimoine et la réalisation des objectifs via des projets menés selon des approches participatives.
Dans son intervention, le wali de Tamanrasset, Djilali Doumi, a mis en exergue l'importance du thème de l'atelier sur la gestion participative du parc culturel de l'Ahaggar, avant de souligner l'adhésion de la population locale à cette démarche en vue de répondre, de façon efficiente, aux objectifs du projet. Les participants ont également mise en relief l'importance d'une étude pour l'élaboration d'un schéma de gestion du PNCA, de la gestion participative dans ce projet et des activités éco-touristiques, ont indiqué les organisateurs.

Les travaux de l'atelier devront donner lieu à l'élaboration du programme de développement écologique et la mise en œuvre, sur la base de ce projet, de certaines actions «pilotes» au niveau des sites concernés en direction de la population locale, en vue de renforcer la participation des citoyens. Le programme de l'atelier prévoit aussi des sorties de terrain aux villages de Taguemart et Tirhinanet pour tenir des rencontres avec les populations locales sur des thèmes liés aux enjeux de la préservation du patrimoine éco-culturel. Le projet de préservation de la biodiversité d'intérêt mondial et l'utilisation durable des services éco-systémiques dans les parcs culturels, mené en partenariat avec le fonds mondial de l'environnement et le programme onusien pour le développement (PNUD), vise la préservation du patrimoine naturel et culturel, conformément aux principes et objectifs de la convention onusienne sur la biodiversité, et le renforcement des potentialités des cinq parcs culturels de l'Algérie.

Benadel M.

Sidi Bel-Abbès

Renforcer le rôle de la mosquée dans la concrétisation des principes du 1er Novembre

Les participants au 3e colloque international sur «l'islam et les questions de la société», qui a pris fin, mardi à Sidi Bel-Abbès, ont plaidé pour le renforcement du rôle de la mosquée et de l'institution religieuse dans la consécration des valeurs et principes du message du 1er novembre. Lors de cette rencontre placée sous le slogan «le message du 1er Novembre et l'édification» avec la participation d'universitaires, imams et cheikhs de plusieurs régions du pays, l'accent a été mis sur le renforcement du rôle de l'imam dans la préservation l'identité historique de la nation et la consolidation de l'unité nationale.
Les participants estiment, dans ce sens, que le renforcement du rôle de la mosquée contribue à préserver la sécurité et la paix dans le pays, en rappelant le rôle des zaouïas et des écoles coraniques à l'époque coloniale française dans l'ancrage de la dimension authentique du peuple algérien et la résistance aux campagnes visant à annihiler l'identité. Le directeur de wilaya des affaires religieuses et wakfs, Abdelhakim Rabiai, a soutenu que le renforcement du rôle de l'institution religieuse et des imams peut concrétiser cet objectif où l'imam contribue, en plus de la conduite des prières, à la consécration des principes et valeurs du message de novembre dans leurs dimensions spirituelle, religieuse, sociale, culturelle, politique et militaire.
Le Dr Sayad Meaouel, cadre au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a abordé les valeurs civilisationnelles, culturelles et sociales du message du 1er Novembre 1954, appelant à tirer les leçons de ce document historique immortel.
«Ce message n'est pas un communiqué de guerre mais un pacte de paix, d'honneur et de dignité humaine», a-t-il déclaré.
Les intervenants lors de ce colloque se sont concentrés, notamment sur la préservation de l'unité nationale, la stabilité et la sécurité dans le pays et contrecarrer les desseins des ennemis de l'Algérie, saluant les efforts de l'Armée nationale populaire au service de la patrie et du peuple. Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Blemehdi, a présidé, lundi, l'ouverture de ce colloque initié par la Direction de wilaya du secteur en collaboration avec l'université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès, la faculté des sciences humaines et sociales et le laboratoire de recherche et études prospectives dans la civilisation du Maghreb islamique.

Patrimoine culturel

Un pôle du savoir nommé Kerzaz

Commune de la wilaya déléguée de Béni Abbès (depuis le tout récent découpage administratif), Kerzaz est constituée de trois principales localités : Megsem, zaouïa Kebira et Kerzaz Ksar. Mais ce qui la singularise davantage, c'est qu'elle est traversée par ce que l'on appelle «la route des oasis» (RN 6) qui relie Sig, ville de l'Ouest algérien (40 km d'Oran) à Timiaouine, à l'extrême Sud algérien et à la frontière du Mali, en passant bien sûr par Béchar et Adrar.
C'est Sidi-Ahmed Ben Moussa, fondateur de la zaouïa de Kerzaz qui en a fait, avant sa mort en 1573, un véritable pôle du savoir.
La ville de Kerzaz a une histoire et des vestiges millénaires, car elle a gardé au fil des siècles, son cachet traditionnel de cité du désert, tout en étant une ville d'accueil, puisque déjà, elle servait de refuge aux nombreuses familles qui fuyaient les guerres tribales, très courantes à l'époque dans la région. Ses vestiges, Kerzaz les puise dans la construction et l'architecture traditionnelles de ses ruelles, ses impasses et ses maisons en dépit des aménagements modernes qui s'y sont infiltrés. La ville de Kerzaz est aussi et surtout connue par sa zaouïa, véritable pôle du savoir et lieu incontournable pour bien des tribus, de toutes les régions du pays d'Algérie, qui contribuent d'ailleurs à sa pérennité. Un espace qui est fait pour répondre aux demandes du savoir pour ceux qui viennent de toutes parts, tout en pourvoyant la région en imams et enseignants du Livre Saint. Kerzaz, c'est aussi un lieu de pélérinage, à l'occasion du Mouloud Ennabaoui, pour des milliers de fidèles de la confrérie El Kerzazia, qui y viennent, annuellement, célébrer cette fête religieuse à la zaouïa El Kébira, où se trouve le mausolée de Sidi-Ahmed Ben Moussa. Mais cette ville renferme aussi plusieurs sites historiques, tels les ruines des ksour de Tazougar, de Sidi Moussa Ben Khalifa, père du fondateur de cette cité, et bien d'autres ksour, dont la découverte en reflèterait toute la beauté et le prestige. Pôle touristique malheureusement peu fréquenté, Kerzaz est un trésor patrimonial qui reste à faire valoir. Une autre singularité de cette ville : une variété de dattes portant le nom du cheikh de la zaouïa, qu'on ne trouve nulle part ailleurs et qui a même surpris des émirs du Golfe, en visite dans la région. Kerzaz, bien à l'abri de sa muraille et de son enceinte, fière de son histoire, renferme bien des lieux où la paix semble régner pour l'éternité.

52e Festival international du Sahara

L'Association «El îzza Oua El Karama» y prend part

L'Association «El îzza Oua El Karama» de fantasia et de cavalerie de la commune de Téléghema (Sud de Mila) prendra part à la 52e édition du Festival international du Sahara à Douz en Tunisie du 19 au 22 décembre prochain, a révélé son président, Farid Menacer.
L'Association «El îzza Oua El Karama» qui avait déjà représenté l'Algérie lors des éditions de 2015 et 2017 du Festival international du Sahara, est à sa 3e participation à cette manifestation culturelle. Elle avait obtenu des résultats positifs, en décrochant la 1re place dans le classement des troupes folkloriques ayant pris part aux deux éditions précédentes. Selon son président, l'association ambitionne de faire une «représentation convenable», digne de l'Algérie, au cours de l'édition de cette année, en mettant, notamment en valeur le patrimoine culturel de la région du Sud de Mila où s'amalgament le folklore de plusieurs wilayas du pays, à l'instar de Batna, Oum El Bouaghi et de Khenchela, inhérent, notamment au folklore «Rahaba», la fantasia, la cavalerie, la zorna et le baroud.
L'association participera à cette édition, a-t-il précisé, avec 10 membres pour faire découvrir et mettre en valeur toutes les spécificités de la wilaya de Mila et la région de Téléghema en particulier, afin de les préserver et les transmettre aux générations futures. D'autres troupes folkloriques représentant des pays comme la France, le Japon, l'Égypte, la Libye et l'Arabie saoudite seront également au rendez-vous de ce Festival international.

L'ECHO D'ALGERIE
www. lechodalgerie-dz.com

Palestine

Vers la rupture des relations palestino-américaines

De nouveaux raids israéliens ont été menés dans la nuit de mardi à mercredi contre plusieurs sites de la bande de Ghaza, une nouvelle agression coïncidant avec l'annonce du président palestinien Mahmoud Abbas, qu'il était prêt à rompre les relations avec la Maison-Blanche, après les propos exprimés par le secrétaire d'État américain Mike Pompeo sur les colonies israéliennes.

Des chasseurs israéliens ont mené des raids aériens contre l'enclave palestinienne, qui vient à peine de connaître de précédentes attaques durant la première quinzaine de novembre, ayant fait plus de 20 morts, et une cinquantaine de blessés, selon un bilan du ministère de la Santé, qui reste provisoire. Deux raids aériens ont, ainsi, été menés par des chasseurs israéliens à l'ouest de Khan Younes et dans l'est de la ville de Ghaza «sans faire de victimes», selon des médias locaux. Ils ont été précédés par 6 autres raids consécutifs contre la région d'Al Qadisiya. Plusieurs maisons ont été touchées dans ces attaques qui ont provoqué une grande panique parmi la population.
Ces nouveaux raids interviennent au moment où la communauté internationale condamnait les récentes déclarations de Pompéo qui a annoncé que Washington ne considéraient plus comme illégales les colonies implantées par Israël en Cisjordanie occupée. Dans ce contexte, l'expert en droit palestinien, Issam Aruri, avait indiqué que les Américains «se positionnent comme partenaires» de l'occupation. Mercredi dernier, le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Erakat, a déclaré à Ramallah, que les Etats-Unis avaient aligné leur position sur celle d'Israël ce qui les disqualifiait de toute participation au processus de paix, suite aux propos de Pompeo. Erakat a fait savoir que Mahmoud Abbas avait publié des directives pour contredire cette annonce (des Etats-Unis) au niveau international par plusieurs mesures, y compris la convocation d'une réunion urgente des ministres arabes des Affaires étrangères, la saisie du Conseil de sécurité des Nations unies, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, la Cour pénale internationale sur la question des colonies, ainsi que la Cour internationale de justice (CIJ) sur la légalité de cette annonce.
Dans son discours devant la réunion urgente du Conseil des ministres arabes des affaires étrangères de la Ligue arabe tenue lundi au Caire, sous la présidence de l'Irak, le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riadh Al Malki, a alerté sur le danger de la déclaration de Pompéo et ses répercussions sur la question palestinienne, les droits du peuple palestinien, le processus de paix et la sécurité régionale et internationale.
Ces frappes israélienne coïncident avec la déclaration mardi du Président Mahmoud Abbas, qui a indiqué que l'Autorité palestinienne était prête à aller jusqu'à la rupture complète des relations avec les Etats-Unis, suite à la déclaration de Pompeo. «Les autorités palestiniennes sont déterminées à ne pas rester à l'écart de ce qu'il se passe, nous avons commencé à consulter les forces politiques la semaine dernière concernant les mesures à prendre pour contrer la position prise par les Américains, et sommes même prêts à aller jusqu'à une rupture complète des relations avec eux», a déclaré Abbas. «Nous avons demandé à nos amis du monde entier de clarifier leur position. Et cela a été fait. L'Union européenne, la Russie, de nombreux pays arabes, africains et asiatiques, c'est-à-dire presque tous les pays du monde, à l'exception des Etats-Unis, se sont tenus à nos côtés en condamnant les propos de Mike Pompeo», a-t-il ajouté.
Le dirigeant palestinien a souligné que la Palestine boycottait les initiatives de la Maison-Blanche, après la décision de Donald Trump de déplacer l'ambassade des Etats-Unis à Al Qods occupée en décembre 2017, et qu'il considérait que la position actuelle de l'administration américaine était «hostile» aux Palestiniens.
Enumérant ce qu'il a qualifié de «premières mesures prises» par le président américain, Abbas a rappelé le pacte du siècle de Donald Trump qui a commencé par la déclaration d'un Qods uni comme capitale d'Israël, ainsi que la décision de déplacer l'ambassade américaine vers Al Qods occupée, et de cesser de fournir toute assistance à notre peuple, y compris à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unrwa)».
Abbas a également noté que ces démarches de Washington ont encouragé Netanyahou à annoncer son intention de rattacher à Israël un certain nombre de colonies.

Nouveaux raids israéliens contre Ghaza

L'aviation d'occuapation israélienne a de nouveau effectué tôt mercredi, des bombardements contre plusieurs site de la bande de Ghaza, rapporte l'agence palestinienne de presse Wafa. Plusieurs maisons ont été touchées dans cette nouvelle agression, provoquant une grande panique chez les Palestiniens, les enfants notamment, selon la même source. «Les avions de guerre israéliens ont bombardé deux sites à Ghaza. L'un situé au sud-est et l'autre à l'ouest de l'enclave», a rapporté le correspondant de Wafa. Les avions de l'occupation israélienne ont également pilonné un site à l'ouest de la ville de Khan Younes au sud de Ghaza, l'ont endommagé et incendié, a ajouté la même source. Mi-novembre, des raids avaient ciblé l'enclave palestinienne, faisant plus de 20 morts et des dizaines de blessés de cette nouvelle série d'attaques, selon un nouveau bilan donné par le ministère de la Santé dans l'enclave palestinienne qui fait état également d'une cinquantaine de blessés.
Ces agressions israéliennes contre les Ghazaouis, avaient suscité la condamnation de la communauté internationale, appelant à protéger le peuple palestinien.

Ghaza dans l'isolement depuis 30 ans

Les restrictions imposées à la bande de Ghaza s'inscrivent dans une politique qui remonte à des décennies, donc bien avant la prise de responsabilité du Hamas sur l'enclave assiégée. Cet été marque un anniversaire important mais souvent négligé dans l'histoire de la bande de Ghaza. Il y a 30 ans, en juin 1989, Israël imposait pour la première fois un système de carte magnétique pour limiter la sortie des résidents palestiniens. Toute personne à qui une carte serait refusée serait empêchée de partir. Alors que le blocus de Ghaza par Israël semble souvent commencer en 2006-2007 en réponse à l'arrivée du Hamas aux postes de responsabilités, l'isolement de l'enclave remonte en réalité à trois décennies -et pour de nombreux analystes, cette perspective historique est essentielle pour comprendre les développements actuels. En fait, soulignent des militants des Droits de l'Homme et des universitaires, les restrictions imposées par Israël à la bande de Ghaza s'inscrivent dans un ensemble de décisions remontant à plusieurs décennies, antérieures à la prise de contrôle du Hamas et aux tirs de roquettes (par la résistance).
«Le blocus n'est pas un événement isolé de la politique israélienne à l'égard de Ghaza», a déclaré à Al Jazeera Sara Roy, chercheuse au Centre d'études sur le Moyen-Orient de l'Université Harvard.
«Depuis le début de l'occupation en 1967, la politique israélienne à l'égard de Ghaza a été façonnée par des considérations politiques qui ont délibérément limité le développement économique du territoire ainsi que les réformes structurelles, afin d'empêcher l'émergence d'un État palestinien», a-t-elle ajouté.

«Le blocus peut être compris comme faisant partie de cette continuation politique»

Selon Tareq Baconi, analyste à International Crisis Group et auteur de l'ouvrage Hamas Contained, il est impossible de ne pas considérer ce blocus comme une continuation de la politique israélienne de pacification et d'isolement qui remonte à la fondation de l'État sioniste en 1948».
«Le blocus actuel sur la bande de Ghaza n'a pas commencé avec le Hamas, et si le Hamas devait être retiré de l'équation, il serait très vraisemblable que les efforts israéliens pour contenir la bande de Ghaza prendraient alors une nouvelle forme», a déclaré Baconi Al Jazeera.

La bande de Ghaza «Une immense prison fermée»

Dès 1995, comme dans ce rapport publié par *Le New York Times*, les Palestiniens décrivaient les conditions de vie dans la bande de Gaza comme celles d'une «grande prison». En 1998, la Commission européenne avait déjà souligné les «restrictions draconiennes imposées à tout moment par Israël à l'entrée et à la sortie de personnes et de marchandises originaires ou à destination de Ghaza». L'isolement de la bande de Ghaza s'est intensifié de façon spectaculaire au cours de la deuxième Intifada, puis à la suite du retrait unilatéral de colons par Israël (le «désengagement») en 2005 -une évolution qui, contrairement aux affirmations israéliennes, n'a pas modifié le statut de Ghaza qui reste occupé par Israël. Le mouvement est devenu l'exception et la restriction est la règle», a déclaré Hary, dont l'ONG œuvre pour protéger la liberté de mouvement des Palestiniens. «Alors que par le passé, tout le monde pouvait entrer et sortir librement -à l'exception des personnes à qui un permis avait été refusé- la situation a changé depuis la fin des années 1980 et le début des années 1990, si bien que personne ne peut voyager sauf ceux qui disposent d'un permis.»
En novembre 2018, le Forum sur la politique de Ghaza a vu des dizaines de diplomates, d'agences d'aide et d'experts se réunir pour discuter de la meilleure façon de protéger les droits humains des résidents palestiniens de l'enclave assiégée.
Un document publié à l'issue de la réunion a déclaré que «Ghaza est la manifestation la plus extrême d'un processus qui se déroule dans l'ensemble du territoire palestinien depuis 1993 : un processus de maintien du contrôle, sans avoir la responsabilité qui en découle». Baconi, qui a assisté à l'événement, a déclaré à Al Jazeera qu'il était d'accord avec cette évaluation.
«La politique israélienne à l'égard des Palestiniens est de maintenir la capacité d'Israël à gérer les territoires occupés et la question palestinienne au sens large, avec le moins de responsabilités et de coûts possibles pour le public israélien».
Roy est d'accord avec cette opinion. «Israël a maintenu un contrôle total sur Ghaza sans en assumer réellement la responsabilité», a-t-elle déclaré à Al Jazeera. La responsabilité, a-t-elle ajouté, a été depuis longtemps largement laissée à la communauté des donateurs». Le fait que la communauté internationale ait assumé les frais de l'occupation par Israël, plutôt que d'exercer des pressions ou de demander des comptes, inquiète ceux qui pensent qu'il y a des leçons à tirer de Ghaza en ce qui concerne les desseins d'Israël en Cisjordanie. «En n'exigeant aucune responsabilité de la part d'Israël à Ghaza, la communauté internationale risque de rendre la population de la Cisjordanie vulnérable à la même indifférence». Le premier thème est «la volonté d'Israël de se débarrasser de toute responsabilité pour Ghaza tout en en conservant un contrôle strict». Le 2e thème «est centré sur la volonté d'Israël «d'échanger en quelque sorte» Ghaza, contre un contrôle total et validé internationalement (c'est-à-dire par les États-Unis) de la Cisjordanie».
Globalement, dit-elle encore, «l'objectif était d'éliminer tout contrôle palestinien sur l'ensemble de la Cisjordanie et d'Al Qods-Est et de rompre la plupart des liens entre ces zones et Ghaza».

Ahsene Saaid /Ag.

Crise en Bolivie

L'ONU appelle à maintenir un dialogue pacifique et constructif

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, s'est félicité des progrès accomplis en faveur d'un règlement pacifique et démocratique de la crise en Bolivie et a exhorté tous les Boliviens à maintenir un dialogue pacifique et constructif.

L'approbation unanime de la législation visant à établir un nouveau Tribunal électoral suprême pour convoquer des élections générales dès que possible en Bolivie montre la volonté politique de mettre fin à la crise qui frappe le pays, a déclaré le chef de l'ONU. Dans une déclaration de son porte-parole, Guterres s'est félicité des progrès annoncés sur la voie d'une solution pacifique et démocratique en Bolivie et a réaffirmé que l'ONU était prête à appuyer le processus comme il convient. Il a toutefois estimé que pour consolider les acquis et prévenir de nouvelles violences, d'autres mesures doivent être prises, telles que «mettre fin à la rhétorique de l'intolérance, renforcer la coopération entre toutes les forces politiques et rétablir la confiance entre toutes les personnes touchées par les événements violents du mois dernier». Enfin, le chef de l'ONU a exhorté les Boliviens à poursuivre un dialogue pacifique et constructif et a déclaré que son envoyé personnel, Jean Arnault, continuerait de travailler avec les facilitateurs pour soutenir les efforts dans ce sens. Une loi convoquant de nouvelles élections présidentielle et législatives a été promulguée, dimanche, dans le but de pacifier le pays en crise depuis le 20 octobre, alors que l'ancien président démissionnaire Evo Morales ne pourra pas se représenter et au moment où l'opposition continue de manifester contre la présidente par intérim, Jeanine Aez. L'organisation de nouveaux scrutins est cruciale dans le processus de pacification de la Bolivie, où des violences ont coûté la vie à au moins 32 personnes depuis le 20 octobre, lorsque s'était tenu le 1er tour d'une présidentielle remportée par Morales et contestée par l'opposition. «Nous avons reçu un mandat pour organiser des élections propres, justes et transparentes. Nous vous garantissons que nous allons y arriver», a déclaré Jeanine Aez, après avoir signé la loi au palais du Gouvernement à La Paz, soulignant que «nous allons récupérer la démocratie par la démocratie». Pour rappel, la Bolivie est en proie à des manifestations antigouvernementales depuis que Evo Morales a remporté un 4e mandat présidentiel lors des élections du 20 octobre. L'opposition a refusé de reconnaître sa victoire, la disant entachée de fraudes électorales. Morales a annoncé sa démission le 10 Novembre après que l'armée eut exigé son départ. Il s'est rendu au Mexique, qui lui a offert l'asile politique. Arnault s'est rendu en Bolivie le 14 Novembre, après que le secrétaire général de l'ONU lui a demandé de s'engager en tant qu'envoyé personnel auprès de tous les acteurs boliviens et d'offrir l'appui de l'ONU dans les efforts visant à trouver une solution pacifique à la crise, notamment par des élections transparentes, inclusives et crédibles. Il y a une semaine, un dialogue national a été établi dans la capitale de La Paz sur appel de l'église, de l'ONU et de l'Union européenne avec trois objectifs : pacifier le pays, définir les accords pour la convocation de nouvelles élections générales et parvenir à un consensus pour élire un nouveau Tribunal électoral suprême.

Séisme en Albanie

Deuil national et état d'urgence à Thumane et Durres

L'Albanie en deuil national, a décrété l'état d'urgence, mercredi, dans les villes de Thumane et Durres les plus touchées la veille par un violent séisme qui a fait près de 30 morts, les secouristes poursuivaient les recherches pour tenter de retrouver des survivants sous les décombres. Le Premier ministre Edi Rama a proclamé «l'état d'urgence à Thumane et à Durres» pour une période de 30 jours. «La priorité, c'est de sauver la vie des gens», a-t-il dit. Des milliers de personnes, dont les logements ont été détruits ou trop fragilisés par le séisme, ont passé la nuit dans des tentes installées dans un stade de Durres. D'après la mairie de Durres, 27 immeubles sont gravement endommagés. Les autorités ont appelé les habitants à ne pas y retourner avant vérification alors que plus de 300 répliques ont succédé à la secousse initiale. Sous l'effet du tremblement de terre de magnitude 6,4° sue l'echelle ouverte de Richter, le plus puissant séisme à frapper ce pays des Balkans depuis plusieurs décennies, des bâtiments se sont effondrés comme des châteaux de cartes, piégeant les victimes sous des montagnes de gravats. À Thumane, au nord de la capitale Tirana, les sauveteurs ont extrait, mercredi matin, la dépouille d'un jeune homme des ruines d'un immeuble. Les sauveteurs recherchaient, également, dans les débris, une jeune fille, et qui serait toujours en vie. Selon un dernier bilan du ministère de la Défense, 28 personnes sont mortes, pour la plupart dans la ville touristique côtière de Durres, sur l'Adriatique, ainsi qu'à Thumane. Quarante cinq personnes ont été secourues. Aucune estimation du nombre de victimes encore coincées sous les décombres n'était disponible. Les médias, ont fait état de 650 blessés, pour la plupart légers. Les secours, qui ont travaillé l'essentiel de la nuit, ont repris leurs efforts à la levée du jour avec l'aide de plus de 200 experts italiens, grecs et français, et le concours de chiens et d'appareils spécialisés pour détecter les victimes dans les décombres. Le pays observait, mercredi, une journée de deuil national.

Namibie

L'ancien président de la Sierra Leone à la tête de la Mission d'observation électorale de l'UA à Windhoek

L'Union africaine (UA) a révélé, mardi, que l'ancien président de la Sierra Leone, Ernest Bai Koroma, est à Windhoek, la capitale de la Namibie, en tant que Directeur de la Mission d'observation électorale de l'UA, pour observer les élections namibiennes. Koroma est à la tête d'une mission d'observation électorale de 40 membres, composée d'ambassadeurs du Comité des représentants permanents de l'UA, de membres du Parlement panafricain, d'administrateurs spécialisés dans les procédures électorales, de représentants de la société civile, d'experts électoraux indépendants et de représentants de diverses institutions académiques, a déclaré, mardi, le bloc panafricain dans un communiqué de presse. «Le déploiement d'une Mission d'observation électorale de l'UA en République de Namibie montre que l'UA est déterminée à soutenir des processus électoraux crédibles, transparents, inclusifs et pacifiques dans ses États membres, en leur fournissant, notamment une évaluation objective du processus électoral et de l'environnement politique dans lequel il se déroule», a indiqué le communiqué. La mission d'observation de l'UA devrait publier une Déclaration préliminaire basée sur ses observations immédiatement après la fermeture des bureaux de vote. Elle publiera ensuite son rapport final dans les 2 mois suivant les élections, selon le communiqué. Les Namibiens se sont rendus, mercredi, aux urnes pour élire un nouveau président et un nouveau Parlement.

Présidentielle - Guinée-Bissau

Le candidat du principal parti en tête du 1er tour

Le candidat du parti historique et dominant en Guinée-Bissau est arrivé largement en tête du 1er tour de la présidentielle et affrontera au second un autre ex-Premier ministre de ce pays d'Afrique de l'Ouest miné par la pauvreté et l'instabilité politique, selon les résultats officiels rendus publics, mardi. Domingos Simoes Pereira, 56 ans, chef du Gouvernement en 2014-2015, a recueilli 40,13% des voix lors du scrutin de dimanche. Il devance Umaro Sissoco Embalo, 47 ans, Premier ministre entre 2016 et 2018, qui a rallié 27,65% des suffrages, selon ces résultats provisoires communiqués par la Commission nationale électorale. Le second tour est prévu le 29 décembre. Pereira est le candidat du PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), qui dispose d'une majorité relative au Parlement issu des législatives de mars 2019. Embalo a, lui, l'investiture d'une dissidence du PAIGC, le Madem. Ce sont donc deux produits du système qui sont appelés à concourir à la succession du Président José Mario Vaz, élu en 2014 et à nouveau candidat en 2019. Il est arrivé seulement 4e, avec 12,41% des voix, d'un 1er tour jugé régulier par les observateurs étrangers et nationaux. La stabilité de ce petit pays d'1,8 million d'habitants en état de crise politique quasiment permanente est un des enjeux majeurs de l'élection. Elle est indispensable aux réformes nécessaires pour combattre les maux qui affligent cette ancienne colonie portugaise comme la grande pauvreté, la corruption répandue jusque dans les classes dirigeantes et le trafic de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE BISKRA

DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

NIF : 000007019004951

RUE AHMED OUAMANE - BISKRA

INVITATION

Conformément aux dispositions des article 48et70 du décret présidentiel N°=15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Biskra , invite les BET pré-qualifies techniquement au Concours National d'architecture Restreint Avec Exigence de Capacité Minimales N=22/2019
Etude et Suivi Pour La Réalisation d'un collège type B7/200 à la Zone ouest Biskra.
Etude et Suivi Pour La Réalisation d'un collège type B7/200 Hai Zemmit Zone ouest Biskra.
dont les noms sont cités au tableau ci-dessous .aux dépôt de leurs offres prestations + offre financière + code conformément aux clauses des cahiers des charges technique.

N	BET	N	BET
01	Groupement des bureaux d'études OMAD OUAGHLANI MOHAMED RAMZI + MOKRANI TAHAR + DRAM FATEH	07	BOUKHALFA ZINE EDDINE
02	DJELLOUL YAZID	08	AOUINET NACER EDDINE
03	MANSOURI HICHEM	09	NEBBAR OMAR
04	BAHRI NADJLA	10	KEBAILI RACHID
05	OUAMANE ABDELKRIM	11	SALEM ABD ELOUAHAB
6	MOUSSI HOCINE	/	/

Le dépôt des offres (prestations + financière + code) , sera le 30 jours de (08h00)à(12h00).a partir de la date d'invitation transmis aux BET et sur l'avis de presse publié dans la presse national .
Si ce jour coïncide avec un jours férie ou un jour de repos légale le dépôt des offres se fera le jour ouvrable suivant.

L'Echo d'Algérie : 28/11/2019 **Anep : 1916 025 671**

Allemagne

Merkel défend l'Otan après les critiques de Macron

La chancelière allemande, Angela Merkel, a jugé, mercredi, que l'Otan, une organisation vivement critiquée par le président français Emmanuel Macron, devait être plus que jamais «préservée», promettant que l'Allemagne remplirait son objectif de dépenses militaires vers 2030.

«Il est dans notre intérêt de préserver l'Otan, plus que pendant la Guerre froide», a estimé la chancelière devant la Chambre des députés. Elle a promis que l'Allemagne atteindrait «au début de la décennie 2030» l'objectif de l'Alliance atlantique de consacrer 2% de son Produit intérieur brut aux dépenses militaires. À une semaine du Sommet de l'Otan à Londres, Merkel a livré devant les députés un long plaidoyer en faveur de l'Alliance, fondée en 1949 et que le président français juge en état de «mort cérébrale», affirmant que l'Organisation a été «un rempart contre la guerre», qui a garanti «la liberté et la paix» depuis 70 ans, en partie grâce à «nos amis américains». Merkel a ainsi souligné la contribution de l'Otan à la stabilisation, depuis la fin de la Guerre froide, de la situation dans les Balkans ou encore en Afghanistan.
«L'Europe ne peut pas se défendre seule pour le moment, nous dépendons de l'Alliance transatlantique, il est important que nous travaillions pour cette Alliance et que nous assumions davantage de responsabilité», a-t-elle expliqué. Elle a promis que l'Allemagne atteindrait son objectif de dépenses militaires «au début» de la prochaine décennie, glissant au passage qu'elle comptait bien diriger le pays jusqu'à la fin de l'actuelle législature, en 2021, malgré les menaces qui pèsent sur sa coalition gouvernementale avec le parti social-démocrate. L'administration Trump critique à intervalles réguliers le fait que Berlin ne consacre pas plus d'argent à l'Otan et à ses dépenses militaires.
Le conseiller à la sécurité nationale de Trump, Robert O'Brien, a souligné ainsi, mercredi, dans le quotidien *Bild* que cet objectif des 2% «n'est en réalité que le seuil minimum». «Il serait formidable que l'Allemagne soit à la hauteur de son rôle de leader mondial. Son pouvoir économique est immense, elle joue un rôle important dans le monde», souligne-t-il. «En conséquence, l'Allemagne a le devoir d'investir de manière appropriée dans la défense au profit de sa défense et de celle de ses alliés», estime O'Brien. Lundi, le porte-parole d'Angela Merkel, a réfuté l'existence d'un échange houleux, début Novembre, entre la chancelière allemande et Macron, sur l'Otan, tout en reconnaissant des différences d'approches entre les deux pays.

Soudan

Le Gouvernement annule une loi restreignant les droits des femmes

«Le Gouvernement soudanais a annulé, mardi, une loi controversée ayant restreint les droits des femmes, sous l'ère du président déchu Omar El Béchir, a rapporté l'agence de presse (Suna). Le Conseil des ministres a convenu lors d'une réunion extraordinaire d'annuler la loi sur l'ordre public dans toutes les provinces», a indiqué Suna. La décision du cabinet doit encore être ratifiée par le Conseil souverain au pouvoir, précise-t-on. Le nouveau Gouvernement soudanais dirigé par le Premier ministre, Abdallah Hamdok, a promis qu'il défendrait les droits des femmes.
À cet égard, le ministre a donné les premiers signes encourageants en nommant 4 femmes ministres et en promettant de défendre les droits des femmes. Des centaines de Soudanaises sont descendues, lundi, dans les rues de Khartoum à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination la violence contre les femmes, 1er rassemblement de ce genre au Soudan depuis des décennies. Les manifestantes ont scandé «Liberté, paix, justice», un des slogans phares du mouvement de contestation qui avait secoué le Soudan de décembre 2018 à août 2019 et précipité la chute du Président Omar El Béchir, destitué par l'armée en avril.

Liban

Hariri ne veut pas diriger le futur Gouvernement

Le Premier ministre démissionnaire Saâd Hariri, dont le nom était cité pour reprendre la tête du Gouvernement libanais, a annoncé, mardi, qu'il n'occuperait pas ce poste, selon des médias locaux. «Ce ne sera pas moi, mais quelqu'un d'autre qui dirigera un Gouvernement qui réponde aux ambitions des jeunes», a déclaré Hariri dans un communiqué, dénonçant des pratiques «irresponsables» et un déni «chronique» de la part des autres forces politiques. Hariri a critiqué sans les nommer ceux qui devant l'opinion publique disent «attendre une décision de -Saâd Hariri, qui hésite-», dans le but de lui imputer «faussement» la responsabilité du retard pris dans la formation du Gouvernement.
Les manifestants mobilisés depuis le 17 octobre ont obtenu leur 1e victoire avec la démission du Gouvernement Hariri le 29 octobre, mais ils attendent toujours un Gouvernement de technocrates qui ne seraient pas issus du sérail politique traditionnel.
Le processus constitutionnel devant aboutir à la nomination d'un nouveau Premier ministre puis la formation d'un Gouvernement n'a toujours pas été enclenché par le Président Michel Aoun, dans un contexte de tiraillements au sein de la classe dirigeante. Et les crises économique et financière s'aggravent.
Le Premier ministre démissionnaire a exprimé l'espoir de voir le Président Aoun «lancer immédiatement les consultations parlementaires pour nommer un Premier ministre et former un nouveau Gouvernement». Le Président Aoun avait récemment déclaré que Hariri «hésitait» quant à la possibilité de diriger le prochain Gouvernement, imputant le retard pris dans la formation du cabinet aux «contradictions qui régissent la politique libanaise». Aoun s'est dit ouvert à un Gouvernement incluant des représentants de la contestation, qui rejette catégoriquement la classe politique traditionnelle, dominée depuis des décennies par les mêmes partis et les mêmes clans familiaux. Il avait évoqué l'idée d'un Gouvernement «techno-politique», insistant sur la nécessité de conserver des représentants des partis.

Irak

Le Danemark veut prendre la tête d'une mission de l'Otan

Le Danemark est prêt à envoyer 200 militaires en Irak pour diriger à partir de la fin 2020 pendant un an et demi la mission de l'Otan de formation des Forces irakiennes, a annoncé, mardi, le Gouvernement danois. Cette proposition va être présentée lors d'une réunion de l'organisation début décembre à Londres, a précisé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. «Nous faisons ça parce que c'est une tâche importante qui doit être poursuivie en Irak. Nous y sommes présents et souhaitons continuer à l'être à l'avenir. Nous avons proposé à l'Otan de prendre la direction» de l'opération, actuellement menée par le Canada, a indiqué au Parlement la Première ministre, Mette Frederiksen lors d'une séance de questions au Gouvernement.
L'Otan mène depuis octobre 2018 une mission comprenant quelque 500 militaires devant fournir conseils et formation au ministère irakien de la Défense dans la lutte contre les bombes artisanales, la coopération avec les civils, la maintenance de véhicules blindés et la médecine militaire. La participation d'Ottawa doit s'achever fin 2020.

Sahara occidental

La décolonisation de ce territoire au centre d'une conférence à l'université Descartes à Paris

La décolonisation du Sahara occidental et le processus politique supervisé par Nations unies depuis 1991 entre les parties au conflit, le Front Polisario et le Royaume du Maroc, ont été au centre d'une Conférence, tenue, mardi, à l'université de Descartes à Paris. Dans le cadre des activités de la «Semaine de solidarité dans la capitale française», la délégation sahraouie participant à cet événement, est revenue longuement devant les étudiants en Master 2 sciences humaines et sociales à l'université prestigieuse de Descartes, sur la question de la décolonisation au Sahara occidental et le processus politique supervisé par les Nations unies entre les parties au conflit du Front Polisario en tant que seul représentant légitime du peuple sahraoui et du Royaume du Maroc en tant que puissance militaire occupante du territoire.
Le membre de la délégation, Hamdi Ammar, responsable des relations exterieures de l'Union de la jeunesse sahraouie, a évoqué «la situation sécuritaire en Afrique du Nord en l'absence de solution au conflit du Sahara occidental en raison de la procrastination du régime marocain soutenu par certaines puissances étrangères», tout en expliquant que cela a des répercussions négatives sur la région dans son ensemble ainsi que sur l'Europe, en particulier les pays du Sud. Il a, également, souligné les souffrances endurées par le peuple sahraoui du fait de la poursuite de l'occupation du Maroc et la complicité des entreprises multinationales et de l'Union européenne dans le pillage systématique et dangereux des ressources naturelles sahraouies. De son côté, le défenseur sahraoui des Droits de l'Homme, Hasna Moulay Dahi, s'est concentré sur la question sahraouie du point de vue du droit international, voie par laquelle le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté une série de résolutions au cours des dernières années, exposant ainsi aux étudiants la situation des Droits de l'Homme dans les villes sahraouies occupées. Il a abordé, également, les violations flagrantes, de l'occupant marocain, du droit international humanitaire et de la 4e Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ou sous une occupation militaire. Il convient de noter que la conférence incluse dans le programme des conférences au profit des étudiants, à laquelle ont assisté le président de l'Observatoire sahraoui pour les femmes et les enfants, Youssef Mohamed Abdel Kader, et la militante sud-africaine dans le domaine de l'environnement et des Droits de l'Homme, Catherine Constantinidis, a été l'occasion pour une longue discussion entre les étudiants sur divers aspects du conflit au Sahara occidental.

Développement du système pénitentiaire en Algérie

L'Algérie et l'Allemagne élaborent un guide pour garantir les droits des détenus

Les conclusions du projet de soutien au développement du système pénitentiaire en Algérie de 2017 à 2019 ont été passées en revue, mardi à Alger, lors d'une conférence, couronnée par l'élaboration d'un guide en faveur des fonctionnaires des établissements pénitentiaires visant à humaniser l'établissement pénitentiaire en Algérie.

Cette conférence a été organisée par le ministère de la Justice représenté par la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale en collaboration avec l'Allemagne et avec le financement de l'établissement allemand pour la collaboration juridique internationale. Dans ce cadre, le secrétaire général du ministère de la Justice, Mohamed Zougar, a indiqué que le fait de connaître l'expérience allemande a permis de produire plusieurs résultats «positifs», ajoutant qu'il s'agit là d'échange d'expertises dans les domaines de «traitement et de prise en charge des détenus dans toutes les durées de la peine aux plans sanitaire, psychologique et social».
Cette coopération a permis d'instituer «des guides pratiques» comportant les meilleures pratiques dans les deux pays et qui vont profiter aux fonctionnaires des établissements pénitentiaires en Algérie. Se félicitant de ses efforts, Zougar a affirmé que ce document sera «un appui fort aux cadres algériens dans leurs activités quotidiennes», et que l'Algérie «à la lumière de ces conclusions positives, aspire à poursuivre la coopération et à élargir ses domaines vers des volets juridiques et judiciaires». Pour sa part, la cheffe du département de l'unité de planification et de coopération juridique internationale au ministère allemand de la Justice s'est félicitée des efforts de l'Algérie dans le domaine de l'humanisation des prisons, appelant à poursuivre ce projet de soutien au développement du système pénitentiaire en Algérie à travers la mise en œuvre du guide élaboré au niveau des établissements pénitentiaires algériens.
Le consul général de la République allemande en Algérie a salué le partenariat entre les deux pays, deux ans durant, ayant permis l'échange de vues, estimant que la situation psychologique des détenus en Algérie «a changé et s'est améliorée».

Naâs Brahim /Ag.

CNDH

Appel à une approche internationale traitant les causes profondes de l'immigration clandestine

Le Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH) a appelé, dans son rapport annuel de 2018 sur les Droits de l'Homme en Algérie, à l'adoption d'une approche internationale pour le traitement des causes profondes du phénomène de l'immigration clandestine, notamment à travers des politiques de lutte contre la pauvreté et le soutien de la paix. Dans son rapport remis par son président Bouzid Lazhari au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, le CNDH a appelé les pouvoirs publics à «l'impérative communication avec les pays subsahariens afin de les associer dans les efforts de lutte contre l'immigration clandestine, la traite des êtres humains et le trafic». «Il s'agit également d'aider ces pays, en coordination avec les organisation internationales et les pays étrangers, à mettre en place des politiques pour le traitement des causes profondes de l'immigration, liées principalement à la pauvreté, le chaos et les guerres», note le document du CNDH.
Le CNDH a mis l'accent, dans ce sens, sur l'impératif pour les autorités de sécurité et autres de respecter la dignité humaine des migrants à travers l'adoption d'un traitement devant préserver leur dignité et l'exclusion de toutes les formes de violence physique ou morale, outre l'accès aux services de santé, à la nutrition et à l'hébergement jusqu'à la prise de décisions relatives à leur situation légale dans un cadre de transparence et de justice».
Appelant à «l'examen de la possibilité de régulariser la situation des migrants dont l'économie nationale a besoin», le CNDH a fait état de l'existence de plusieurs secteurs ayant besoin de leurs services, notamment le BTP, l'agriculture et le tourisme.
Le Conseil a appelé, par ailleurs, à la révision de la loi N° 08-11, relative aux conditions d'entrée, de résidence et de déplacement des étrangers en Algérie, dans l'objectif de l'améliorer et de la mettre en conformité avec les exigences liées aux Droits de l'Homme, notamment en ce qui concerne l'accès aux services d'assistance judiciaire au profit des migrants pour leur permettre d'exercer leur droit de recours en cas d'expulsion». Le rapport a évoqué également le phénomène de l'immigration clandestine qui a pris «des propensions dangereuses» depuis 2013 via le Sud, notamment au niveau des frontières avec le Niger et le Mali, à un degré moindre, soulignant que «ce phénomène a connu, durant ces dernières années, un changement dans le mode de l'immigration vers l'Algérie des jeunes Africains cherchant un emploi et l'amélioration des conditions de vie à un mode d'immigration caractérisé par une présence intense de femmes, de femmes enceintes et d'enfants sans accompagnateurs». L'accroissement de ce phénomène, selon le CNDH, s'explique par «l'instabilité de la région, la propagation de groupes terroristes et des activités des réseaux de trafic des immigrés et des bandes de traite humaine et l'absence de politiques de développement socioéconomique dans les pays voisins de l'Algérie ainsi que les conflits ethniques dans plusieurs pays africains et l'impact des changements climatiques ayant frappé fortement la région du Sahel et laissant des répercussions graves sur l'agriculture et le pâturage». Par ailleurs, le CNDH a valorisé, dans son rapport, le principe l'exception d'inconstitutionnalité introduit par la Constitution de 2016 et en vigueur depuis le 7 mars 2019, affirmant que ce principe est «un nouveau jalon dans la consolidation de l'Etat de droit et la consécration et la protection des Droits de l'Homme».
Dans ce cadre, le même document note que «l'exception d'inconstitutionnalité des lois est un grand pas qui traduit la forte volonté de l'Etat à mettre en œuvre les nouvelles réformes qui sont intervenues pour promouvoir les Droits de l'Homme et consolider les libertés individuelles et collectives conformément aux nouveautés des systèmes juridiques dans de nombreux pays qui ont mis en place les cadres susceptibles de protéger les personnes et leur permettre de défendre leurs droits devant les institutions judicaires et constitutionnelles». Ce principe permet le contrôle à postériori de la constitutionnalité des lois conformément à la loi organique N° 16-18 du 2 septembre 2018 fixant les modalités d'application de l'exception d'inconstitutionnalité.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITÉ

DE LA WILAYA DE TÉBESSA

NIF : 0.996.12.01.90013.36

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°27/DASS/WT/2019

La Direction de l'Action Sociale et de la Solidarité de la wilaya de TEBESSA, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

Opération: suivi. remplacement et équipement de 01 collège type 05/200R à BIR EL ATER

➔ **Lot n°03:** Equipements des laboratoires scientifiques

Les soumissionnaires intéressées par le présent avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales .

les Producteurs, les importateurs, les grossistes *,qualifiés selon la nature des équipements demandés* peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Action sociale et de la Solidarité (**DASS**) de la wilaya de Tébessa **Quartiér bel air -Tébessa.**

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 19 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les offres doivent comporter : **un dossier de candidature**, **une offre technique** et **une offre financière**.

Les offres doivent parvenir sous pli principal cacheté *et anonyme et ne comporte que la mention suivante :*

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°...../DASS/2019, pour le suivi. remplacement et équipement de 01 collège type 05/200R à BIR EL ATER, lot n°.....
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»

Le pli extérieur de l'offre devra contenir trois (03) enveloppes séparées et cachetées et bien fermées :
- **Le premier pli intérieur** : indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « **Un dossier de candidature** ».
- **Le deuxième pli intérieur** : indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « **Offre technique** ».
- **Le troisième pli intérieur** : indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « **Offre financière**».

Seront insérés dans ces offres les documents validés à la date d'ouverture des plis exigés par le cahier des charges.

➢ **Dossier de candidature**

- Déclaration de candidature signée, paraphée et datée conformément au modèle de la soumission, (selon l'annexe).
- Déclaration de probité signée, paraphée et datée conformément au modèle de la soumission, (selon l'annexe).
- Copie du statut pour les entreprises.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager la société.
- Copie de registre de commerce du soumissionnaire légalisé auprès du CNRC.
- Copié d'identification fiscale .
- Attestations de mise à jours CNAS- CASNOS.
- Référence bancaire (RIB)
- Les capacités du soumissionnaires selon tableau de notation

- Présentation d'une fiche technique qui comporte les caractéristiques, les spécifiés et les normes de chaque type d'équipement mentionné dans l'offre financière.
- Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.
- Attestation d'origine pour le produit algérien délivré par la chambre de commerce.
- Engagement écrite signé et paraphé (annexe) comprend :
  * délai d'exécution.
  * délai de garantie : le soumissionnaire assure l'entretien des équipements pendant les délai de garantie
  * service après vente : le soumissionnaire assure la pièces de rechanges pour la réparation et entretien des équipements pendant les délai de garantie .

➢ **Offre technique**

- Déclaration à souscrire signée, paraphée et datée conformément au modèle de la soumission (selon l'annexe).
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de L'article 78 du décret présidentiel n° 15-247 du 19 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- Cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « **lu et accepté** ».
- Copie du Cahier des charges initiale **(un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière)** signé et paraphé.

➢ **Offre financière**

- Lettre de soumission signée, paraphée et datée pendant la durée de préparation des offres.
- Bordereau des prix unitaires (BPU) arrêtés en chiffres et en lettres signée, paraphée et datée pendant la durée de préparation des offres.
- Détail quantitatif et estimatif (DQE) signée, paraphée et datée pendant la durée de préparation des offres.

La durée de préparation des offres:
- La durée de préparation des offres est fixée à vingt et un (21) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou dans le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public (BOMOP).

Jour et heure limite de dépôt des offres:
- Les offres doivent être déposées le dernier jour de la durée de préparation des offres avant 12h00. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante:

" Monsieur le Directeur de l'Action Sociale et de la Solidarité "
(DASS) de la Wilaya de Tébessa Quartier bel Air -Tébessa.

Jour et heure d'ouverture des plis:
- L'ouverture des plis des dossiers de candidature, des offres techniques et financières se fera en séance publique le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- Cet avis est considéré comme une invitation aux soumissionnaires pour y assister.

Durée de validité des offres:
- La durée de validité des offres est fixée à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Attribution et recours :
- L'avis d'attribution provisoire du marché est inséré dans les organes de presse qui ont assuré la publication de l'avis d'appel d'offres, lorsque cela possible.
- Le soumissionnaire qui conteste l'attribution provisoire d'un marché ou son annulation, la déclaration d'anfractuosité ou l'annulation de la procédure dans le cadre d'un appel d'offre, auprès de la commission des marchés publics de la wilaya.

L'Echo d'Algérie : 28/11/2019 **Anep : 1916 025 598**

Sudoku

1			9	2	5		4	7
	3							9
				3				
2	7	8		9				
	5				8			3
		4				9	1	
	9		5			8		
								2
6			1		2			

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9

10	11	12	13 G	14 H	15

16 V	17 B	18 M	19 X

6	5	7	1	1	7	6	3	5	■	1	7	8	7	
5	9	10	7	■	11	5	10	11	7	9	12	2	10	
■	5	■	11	1	12	6	12	9	3	5	4	4	5	
1	12	11	9	12	4	■	6	5	13	6	5	9	■	
12	10	8	2	10	5	4	■	6	12	7	11	■	8	
5	9	12	6	5	■	3	14	4	7	10	■	8	7	
15	5	1	7	10	10	5	■	12	11	2	4	5	6	
11	■	12	4	5	■	11	2	10	■	15	7	6	15	
■	16	2	■	■	4	■	1	■	8	2	12	9	5	
1	7	10	■	6	5	11	1	4	5	10	15	12	6	
2 O	10	■	17	12	11	9	6	2	9	11	■	9	5	
3 U	10	12	5	18	5	■	12	17	2	■	11	3	■	
4	5	10	9	5	■	1	18	■	12	18	12	15	5	
5	■	8	5	6	3	4	5	5	10	■	11	5	9	
■	17	7	4	■	11	3	11	11	5	19	■	11	7	

Pêle-mêle

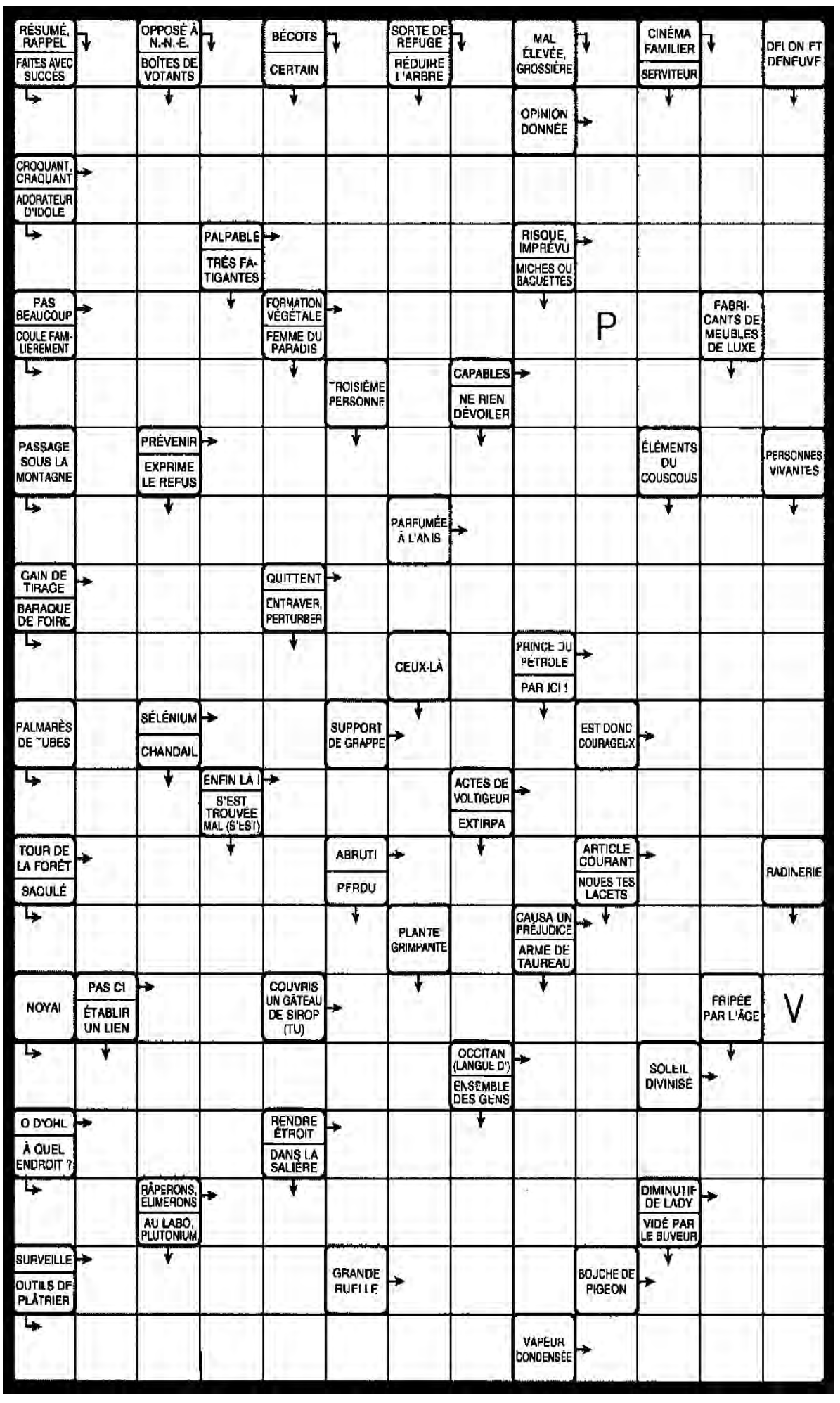
ACEREE
ADROIT
ARCHE
ATROCE
ATTIRE
BARRE
BLESSEE
COMMERE
DALLANT
DEFLORE
DICTION
ECIMER
HAMECON
MENDIE
PLANER
REMORDS
SHORT
TIGREE
TRACOIR

E	C	I	M	E	R	D	M
T	R	O	H	S	E	A	E
P	N	C	M	F	E	T	N
L	R	A	L	M	R	T	D
A	S	O	L	A	E	I	I
N	R	D	C	L	C	R	E
E	C	O	R	T	A	E	E
R	I	T	I	O	R	D	A
R	N	O	C	E	M	A	H
A	N	T	I	G	R	E	E
B	L	E	S	S	E	E	R

E	S	O	U	R	I	R	E
G	R	A	N	D	E	R	A
A	G	A	D	G	E	T	R
D	D	E	R	R	T	E	I
I	A	E	I	A	I	C	M
V	T	T	C	P	R	A	E
O	E	H	M	O	I	C	L
R	E	O	Y	N	R	H	B
C	P	A	A	O	A	U	C
E	N	T	U	O	T	A	M
T	E	E	C	U	D	A	C

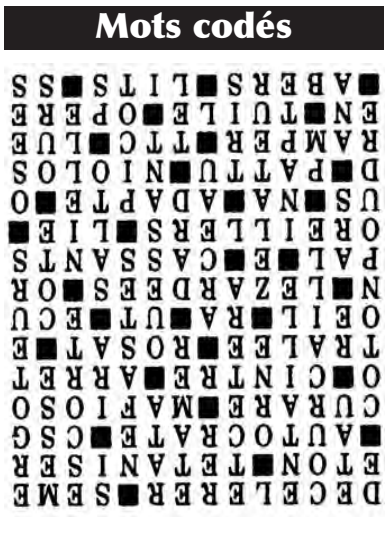
ATOUT
ATTACHE
BLEMI
CADUCEE
CHIPIE
CROYANT
DATEE
DECORUM
DIVORCE
ECROUE
GADGET
GRANDE
MAINATE
POMPIER
REGRET
RETIRER
SOURIRE
TARIR
VIDAGE

Mots fléchés

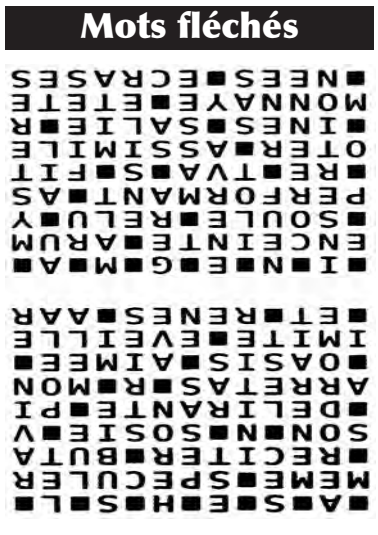


Solutions

Mots codés



Mots fléchés



Sudoku

6 4 3	1 8 2	7 9 5
8 1 5	6 7 9	4 3 2
7 9 2	5 4 3	9 6 1
3 6 4	2 5 7	9 1 8
9 5 1	4 6 8	2 7 3
2 7 8	3 9 1	6 5 4
5 2 9	7 3 4	1 8 6
4 3 7	8 1 6	5 2 9
1 8 6	9 2 5	3 4 7

NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Aït Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Beni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Aïn Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraïne :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Aigle Azur :	021 50 91 91
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / Réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi	021 74 82 52
- Hôtel Hilton	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton	021 37 77 77
- Hôtel Mercure	021 24 59 70
- Hôtel Ibis	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier	021 73 65 06
- Hôtel Safir	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran	021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda	023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba	021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba	023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d'Or	021 54 25 62

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa	029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33
- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued	032 11 89 02

Hôtels - Est

- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites
0776 88 22 38

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja
0795 22 65 77

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaïd - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Sétif	0651 88 73 66

22h45 : Recherche appartement ou...

Myriam. Stéphane Plaza vient en aide à Myriam, 25 ans, une Espagnole qui souhaite acheter un appartement à Paris mais n'a toujours pas trouvé son bonheur, malgré une trentaine de visites...

21h05 : Envoyé spécial

Gaz, des conduites à risque ? Le 12 janvier 2019, l'explosion d'un immeuble de la rue de Trévise, dans le 9e arrondissement de Paris, fait 4 morts et une soixantaine de blessés...

21h05 : Jack Reacher

Un ancien militaire se lance dans une enquête dangereuse quand un vétéran qu'il connaît est accusé de 5 meurtres. Il s'associe à l'avocate du prévenu...

21h05 : Rizzoli & Isles

Jane et Paul Wescourt sont tombés du haut d'un pont. Ils demeurent introuvables. Les recherches se poursuivent. Maura et la famille de Jane s'inquiètent...

20h55 : Elven, la rivière des secrets

L'armée fait tout pour étouffer l'affaire. Mais un rebondissement inattendu ouvre de nouvelles pistes qui sont liées à la famille de Thomas...

21h05 : City on a Hill

Jackie recherche son informateur et Jenny envisage son avenir en tant qu'enseignante. Decourcy cherche à briser le code du silence pour obtenir une piste...

21h15 : Ocean's Thirteen

Pour venger un de leurs amis, un naïf roulé par un affairiste mégalomane et sans scrupules, des escrocs montent un plan ingénieux destiné à ruiner l'importun...

20h45 : Mission évasion

Pendant la Seconde Guerre mondiale, un lieutenant américain est interné en Allemagne. Bientôt, des meurtres se produisent dans le camp de prisonniers...

20h00 : Les derniers Alaskiens La chasse est ouverte

En Alaska, les hivers sont rudes pour les habitants qui habitent les contrées sauvages: lutter contre le froid et se nourrir sont au cœur de leurs préoccupations...

CAN 2020 de handball

Les Algériens en stage début décembre à Alger

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a dévoilé une liste de 18 joueurs locaux convoqués pour un stage de préparation du 5 au 8 décembre à Alger, en vue de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), prévue janvier prochain en Tunisie.

La liste retenue par le staff technique national, dirigé par le Français Alain Portes, est composée des joueurs de quatre clubs de la Division Excellence, en l'occurrence, les GS Pétroliers avec 7 joueurs, le CRB Bordj Bou-Arréridj (5), la JSE Skikda (4) et l'OM Annaba (2). Selon le programme de préparation, dévoilé par la FAHB, ce stage précède deux autres regroupements en Algérie, avant d'enchaîner deux stages à l'étranger en vue du rendez-vous continental qui sera qualificatif au Mondial-2021 (six premiers au classement) et aux JO-2020 (qualification directe pour le vainqueur et participation au tournoi pré-olympique pour le vice-champion).

La sélection algérienne de handball (messieurs) versée dans le groupe D de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), débutera le tournoi face à la Zambie, le 16 janvier, avant de jouer son 2e match face au Congo, le 17 janvier (16h), et de boucler la phase de poules face au Maroc, le 19 janvier (14h). Selon le calendrier de cette 25e édition de la CAN de handball, le tableau final du tournoi débutera le 20 janvier avec le déroulement des huitièmes de finale, suivis des quarts le 22 janvier. Les demi-finales de la CAN-2020 se disputeront le 24 janvier, alors que la finale a été programmée le 26 janvier.

16 pays participeront à la CAN-2020, dont le vainqueur final validera l'unique billet qualificatif pour les Jeux Olympiques Tokyo 2020. Il s'agit de la Tunisie (tenante du titre et pays organisateur), l'Algérie, l'Angola, le Cameroun, le Cap-Vert, le Congo, la Côte d'Ivoire, la RD Congo, l'Egypte, le Gabon, la Guinée, le Kenya, la Libye, le Maroc, le Nigéria, et la Zambie. Le Sénégal qui devait participer au tournoi dans le groupe D a finalement décidé de se retirer de la compétition pour des raisons inconnues.

Arts martiaux - Muay Thaï - One Championship

L'Algérien Mahmoudi au défi de la légende Phuket, le 6 décembre en Malaisie

Le kickboxer algérien Elias Mahmoudi sera opposé à la légende thaïlandaise de Muay Thaï, le triple champion du monde Lerdsila Phuket, dans un combat épique de l'épreuve «One Championship», prévu le 6 décembre 2019 à Kuala Lumpur (Malaisie), suivant le programme de compétition, dévoilé hier par les organisateurs. Ce sera le combat de la fougue et de la jeunesse contre l'expérience, car l'Algérien est âgé d'à peine 21 ans, alors que Phuket fêtera ses 39 ans le 10 février 2020.

Un combat de la catégorie «poids mouche», prévu à la Salle Axia Arena de Kuala Lumpur, devant abriter plusieurs autres combats, et dont le plus important sera probablement le Championnat du monde de Kickboxing, entre le Thaïlandais Sam Gaiyanghadao et le Chinois Wang Junguang. Il y aura également des combats féminins, notamment, entre l'Américaine Sovannahry EM et la Brésilienne Rayane Bastos. Surnommé «Le Sniper», Elias Mahmoudi est né le 14 janvier 1998, en France, où il est établi. Il mesure 1,78 m pour un poids de 61 kg.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA D'EL OUED

ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ - CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER D'EL OUED

AVIS DE RECRUTEMENT

Establishment spécialisé centre de lutte contre le cancer D'EL -Oued de un avis de recrutement sur les titres dans les grades suivants:

GRADE	NB POSTES OUVERTS	TYPE DE RECRUTEMENT	CONDITIONS	OBSERVATION
Médecin généraliste de la sante publique	02	Concours sur titre	Les candidats titulaires du diplôme de docteur en médecine ou d'un titre reconnu équivalent.	

CONSTITUTION DU DOUSSIER :

- Une Demande manuscrite de participation ;
- Une Copie certifiée du diplôme demandé ;
- Copie des relevés de notes ;
- Attestation de travail. Justifiée ;
- Attestation de residence;
- Deux enveloppes(F16)timbrées.

- Le délai de dépôt des dossiers est de 15 jours à partir de la date de l'avis.
- Les dossiers doivent être posés au niveau de :

L'ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ - CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER D'EL OUED.

L'Echo d'Algérie : 28/11/2019 | Anep : 1916 025 532

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE DJELFA

ÉTABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER D'EL IDRISSIA

AVIS DE RECRUTEMENT

L'établissement Public Hospitalier d'El idrissia organise des concours pour le recrutement de :

Grade	Nombre de poste	Condition de participation	Specialties	Nature du recrutement
Médecins généralistes de santé publique	06	Les candidats titulaires du diplôme de docteur en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	/	Concours Sur titre
Attachés de laboratoire de santé publique	01	Les candidats titulaires d'une licence en biologie ou d'un titre reconnu équivalent.	Spécialité 1: Analyse biologie- Spécialité2: parasitologie -Spécialité3: pathologie- Spécialité4 Physiologie. - Spécialité 5: Les disciplines restantes mentionnées : Physique animale physiologie animale-Génétique -Biologie de la reproduction-Biologie cellulaire-Biochimie-Neurobiologie moléculaire - Génie biologique - Ecologie et environnement - Contrôle et qualité--Biologie végétale et Biotechnologie-Génie pharmaceutique et Biochimie - Microbiologie -Maintenance du matériel médical-	Concours Sur titre
Biologiste du 1er degré de santé publique	02	Les candidats titulaires d'un diplôme de licence en biologie ou d'un titre reconnu équivalent.	Ecologie et environnement- pathologie-Microbiologie- Parasitologie - Physique animale-Génétique -Biologie de la reproduction-Biologie cellulaire-Biochimie -Neurobiologie moléculaire-Physiologie-Génie biologique -Biologie animale- et Biotechnologie-Génie pharmaceutique et Biochimie-Biotechnologie - Contrôle et analyse de la qualité	Concours Sur épreuve
Attachés d'administration principale	01	les candidats titulaires d'un diplôme DUEA délivré par UFC ou techniciens supérieurs dans les spécialités suivants	gestion publique - droit des affaires – droit des relations économiques international- commerces international – marketing – gestion des ressources humaines - psychologie	Concours Sur épreuve
Ingénieur en informatique	01	les candidats titulaires d'un diplôme ingénieur d'état master en informatique ou d'un titre reconnu équivalent.	/	Concours Sur épreuve

Dossier à fournir : Comporter les pièces suivantes :

-Demande manuscrite. (Adresse +N° téléphone).
- fiche de renseignement dument remplie par le candidat. - Copie du diplôme et Copie des relevés de notes.
- Copie de la carte Identité nationale .
- Certificat de résidence dans le territoire du wilaya djelfa concernant les postes suivants : Biologiste du 1er degré de santé publique + Attachés de laboratoire de santé publique + Attachés d'administration principale - Ingénieur en informatique.

*En cas d'admission, le candidat admis doit compléter le dossier par les pièces suivantes :
-Situation Du Service National conforme a l'original - Cassier Judiciaire (p.03) - Nationalité
- Extrait de naissance N° 12 - 04 photos d'identité.
- Certificat médical (générale et phtisiologie) - Fiche familiale pour les maries

*concernant les grades médecin généraliste de santé publique et Attachés de laboratoire de santé le candidat admis doit compléter le dossier par les pièces suivantes :
-Autorisation de participation au concours + engagement de démission visés par l'employeur (candidat fonctionnaire).
- Une attestation justifiant la période de travail effectuée dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des jeunes diplômés et précisant l'emploi occupé + contrat
-Attestation de travail (pré-emploi, DAIP justifiée par PV+ Contrat.)
- Tout document justifiant le suivi d'une formation supérieure au diplôme requis dans la spécialité. - Tout document relatif aux travaux et études réalisés dans la spécialité.

- Délais des inscriptions et dépôt des dossiers :
- Les dossiers doivent parvenir ou déposés au niveau de l'administration de L'établissement Public Hospitalier d'Elidrissia . Wilaya DJELFA (17020) dans un délai de 15 jours Ouvrables dés l'apparition du présent avis.

Observation: Les dossiers incomplets ou parvenus après le délai réglementaire ne seront pas pris en considération

L'Echo d'Algérie : 28/11/2019 | Anep : 1916 025 729

Coupes africaines

Les choses sérieuses commencent pour la JSK, l'USMA et le PAC

Week-end de coupes africaines pour les trois représentants algériens avec le début de la phase des poules que ce soit en Ligue des champions ou bien en Coupe de la CAF. Il faut avouer néanmoins que ça ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices, car ni l'USMA, ni la JSK encore moins la Paradou n'affichent une belle forme actuellement en championnat.

Mais une compétition ne ressemblant pas à une autre, notamment en termes de motivation et de concentration, on suppose que nos trois clubs vont se transcender à l'occasion, afin de bien entamer la phase des groupes. C'est la JSK qui ouvrira le bal demain (17h) en accueillant au stade du 1er-Novembre, le club congolais de l'AS Vita Club.

Les Canaris ont déjà remporté une première bataille, celle de l'homologation de son stade fétiche, contrairement à l'USMA et le Paradou qui doivent recevoir leurs hôtes à Blida. «Le fait de jouer chez nous à Tizi-Ouzou, c'est un grand plus. C'est vrai qu'on a mis du temps pour avoir la décision, mais pour nous c'est une très bonne nouvelle.

Nos supporters vont beaucoup nous aider et sincèrement on a beaucoup souffert de leur absence. On joue sans notre public depuis deux mois et vraiment ce n'est pas facile», a confié le coach kabyle, Velud. C'est la première participation des Canaris à la phase des poules après dix ans d'absence. L'objectif pour les poulains d'Hubert Velud est de se qualifier aux quarts de finale, toutefois leur mission ne s'annonce guère facile avec la présence dans leur groupe de l'ES Tunis et du Raja. Mais «à cœur vaillant rien d'impossible». Comme la JSK a pu franchir les tours préliminaires presque miraculeusement, elle est capable aussi de créer la surprise dans cette poule. Pour ce faire, la victoire est impérative ce vendredi contre Vita Club, le club le plus accessible. Du moins sur le papier. «On va essayer d'entrer un peu dans la tête des joueurs pour les transcender et c'est à nous de profiter de notre atout supplémentaire qui est notre public pour remporter le match», a ajouté le technicien français.

L'USMA, pour sa part, a rendez-vous avec le WAC, une vieille connaissance dans un derby nord-africain palpitant. Le match se déroulera ce samedi à 17h au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Les Usmistes auraient aimé accueillir leur adversaire du jour à Bologhine ou au stade du 5-Juillet.

Mais le premier n'est pas homologué par la CAF, alors que le second est actuellement fermé pour travaux. Cela dit, ce n'est pas la première fois que les Rouge et Noir évoluent à Blida en compétition internationale. D'ailleurs, lors du tour précédent ils ont accueilli les Kenyans de Gor Mahia dans cette enceinte. Du coup, ils ne seront pas dépaysés. Cependant, leur adversaire, cette fois, n'est pas n'importe qui. Il s'agit du dernier finaliste de la dernière édition de la Ligue des champions. Aussi, les deux équipes se sont affrontées il y a deux ans au stade des demi-finales de la même compétition. La victoire est revenue aux Marocains.

Les Rouge et Noir chercheront à prendre leur revanche, même si sur le papier le WAC reste le favori. En effet, les Usmistes ont connu ces derniers de gros chamboulements que ce soit sur le plan de l'effectif ou administratif.

Le groupe actuel n'a pas une grande expérience dans ces joutes. Il tentera néanmoins de perpétuer la tradition africaine en allant

chercher la qualification aux quarts de finale. Une tâche aussi compliquée que celle de la JSK, puisque son groupe n'est pas du tout facile avec la présence aussi des Sud-Africains Mamelodi Sundowns et des Angolais de Petro Luanda. Le PAC clôturera, dimanche (17h), la parenthèse africaine en accueillant à Blida les Ivoiriens de San Pedro. Un match inédit comptant pour la première journée de la phase des groupes de la Coupe de la CAF. L'équipe ivoirienne évoluera pour la première fois de son histoire en Algérie. Elle est inconnue sur le plan africain, tout comme le Paradou dont c'est la première participation internationale.

Un rendez-vous, donc, entre deux novices qui essayent de se faire un nom à l'échelle continentale.

Ali Nezlioui

LFP
Le président de l'US Biskra suspendu 6 mois

Le premier responsable de l'US Biskra, Abdallah Benaïssa, a été suspendu 6 mois, dont deux avec sursis, par la commission de discipline de la LFP pour «comportement antisportif envers officiels».

La Ligue a aussi annoncé dans un communiqué publié sur le site officiel de l'instance, que le président du club de Biskra devra aussi s'acquitter d'une amende de 40.000 DA. Les autres sanctions de la commission de discipline de la LFP sont ; un match de suspension et 30. 000 DA d'amende pour le coach de l'ES Sétif, El Kouki Nabil. Six mois de suspension dont trois avec sursis en plus d'une amende de 80.000 DA pour le manager de Médéa, Megatli Amine, et 6 mois de suspension dont 3 avec sursis pour le manager de l'ASMO, Benamara Lahouari, assorti d'une amende de 100.000 DA.

DNCG
La LFP accompagnera les clubs

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé qu'il a été décidé lors du dernier Bureau fédéral de l'instance que la Ligue soit impliquée dans l'accompagnement des clubs dans la remise à niveau de ces derniers sur le plan administratif et comptable en prévision de la saison prochaine. La Fédération a indiqué que la Ligue de football professionnel sera «associée et impliquée dans cette démarche d'accompagnement des clubs». Ce sera la principale mission de la nouvelle Direction de contrôle de gestion des finances lors des prochains mois. Les membres de la DNCG pourront procéder «à des visites au sein même des clubs selon un calendrier bien établi» pour pouvoir diagnostiquer de la meilleure des façons la situation des différentes SSPA.

Hubert Velud (Ent JSK) : «Jouer à Tizi-Ouzou, un grand atout»

Le coach des Jaune et Vert de la JS Kabylie, Hubert Velud, s'est exprimé en conférence de presse au sujet de la prochaine rencontre de Ligue des Champions et de l'apport des supporteurs à son équipe. Le technicien français a déclaré : «Le fait de jouer chez nous à Tizi-Ouzou, c'est un grand atout car ça nous permettra de rejouer devant nos supporters, qui vont beaucoup nous aider et sincèrement on a beaucoup souffert sans eux car ce n'est pas facile de jouer devant des gradins vides». Hubert Velud a ajouté : «On entrera en mise au vert mercredi soir pour permettre aux joueurs de garder leur concentration. Côté effectif, il y a Souyed qui est suspendu, le reste tout le monde est disponible». Le coach des Canaris a enchainé : «En Afrique, il n'y a pas de match facile, ou d'équipes faibles. Quand une équipe arrive à ce stade de la compétition c'est qu'elle est forte», avant d'ajouter : «On a bien étudié le Vita Club, et on fera tout pour arracher la victoire, bien entamer la phase des poules, et éviter de retourner à la case de départ».

Ibenge (Ent Vita club): «Nous ne sommes pas favoris face à la JSK»

Le coach de l'AS Vita Club, Florent Ibenge, s'est exprimé à l'arrivée de l'équipe congolaise en Algérie, au sujet de la première rencontre de la phase de Groupe de la Champions League africaine qui opposera son effectif à celui de la JS Kabylie, ce vendredi 29 novembre, au stade du 1er-Novembre. L'ancien sélectionneur de la RD Congo a déclaré : «Nous savons que nous ne sommes pas les favoris de ce match face à la JSK, mais nous allons respecter le football, maximiser toutes nos forces et donner le meilleur de nous-mêmes.» Florent Ibenge a enchaîné : «Même si la rencontre sera particulièrement difficile pour le Vita Club, qui dispute son premier match de cette compétition à l'extérieur, une défaite n'est pas rédhibitoire et n'est pas éliminatoire.»

Ligue 1 - USM Bel-Abbès
Victime d'une agression, l'entraîneur Yaïche sur le départ

L'entraîneur de l'USM Bel-Abbès, Abdelkader Yaïche, a quitté son équipe pour rentrer chez lui à Alger après avoir fait l'objet d'une agression de la part d'un parent de joueur, a-t-on appris, hier, de ce club de Ligue 1 de football. Yaïche, qui a rejoint l'USMBA il y a un peu plus de deux mois, a déposé plainte auprès des services compétents et envisage sérieusement à jeter l'éponge, a précisé la même source. L'incident a eu lieu en marge de la séance d'entraînement de mardi soir, lorsque le parent du joueur en question a reproché au technicien algérois de léser son fils en ne le convoquant pas dans la liste des 18 concernés par les matchs officiels de l'équipe, souligne-t-on encore. La direction de l'USMBA tente actuellement de convaincre l'entraîneur de revenir à de meilleurs sentiments. Elle lui a d'ailleurs demandé de rejoindre ses joueurs directement à Aïn M'lila où la formation de la Mekerra affrontera l'AS Aïn M'lila, samedi dans le cadre de la 12e journée du championnat, indique-t-on.

CAN-2021

La phase finale en janvier ?

La phase finale de la 33e édition de la Coupe d'Afrique des nations de football prévue au Cameroun en 2021, pourrait être ramenée aux mois de janvier et février, a rapporté le journal français L'Equipe, *citant un membre du comité exécutif de la CAF, sous couvert d'anonymat.*

Selon la même source, la Confédération africaine de football (CAF) envisage de revenir sérieusement à ses habitudes d'avant, à savoir un tournoi organisé durant l'hiver et en plein milieu de la saison. La raison principale de rétropédalage c'est l'organisation de la Coupe du Monde des clubs par la FIFA durant la période de l'intersaison. Le journal français rapporte que le comité exécutif de la CAF, qui s'est réuni en fin de semaine dernière au Caire, a ouvert la voie à un changement de dates. Les raisons météorologiques sont évoquées mais aussi celle liées à la nouvelle formule du Mondial des clubs. «Comme la Coupe du Monde des clubs va se jouer du 17 juin au 4 juillet, il semble impossible d'organiser une CAN en août par exemple, ou en avril. Les clubs européens ne l'accepteraient pas. Au niveau calendaire, il ne reste donc plus que janvier et février, car il y aura les dates FIFA pour les qualifications pour la Coupe du Monde-2022», a expliqué au journal le membre de l'exécutif de l'instance africaine. Refusant toute idée de chevauchement des compétitions, la FIFA aurait exigé à la CAF de revoir son agenda, ce qui constitue un énorme camouflet pour les dirigeants africains. «A l'allure où les choses vont, l'on se dirige vers une CAN 2021 en janvier -février. La date officielle de la compétition serait connue au terme d'une probable réunion qui va se tenir entre le comité exécutif de la CAF et le comité local d'organisation du Cameroun», a expliqué la même source. Selon des sources concordantes, le président de la CAF, le Malgache Ahmad Ahmad va convoquer toutes les parties concernées à une réunion prochainement pour discuter d'un éventuel changement de dates.

UCL

Ca se complique pour Feghouli et le Galatasaray

L'international algérien de Galatasaray, Sofiane Feghouli n'est pas parvenu avec son équipe à prendre le dessus, hier, sur le club Bruges (1-1) pour le compte de la 5e journée de la phase des poules de la Ligue des champions (Groupe A).Feghouli qui a joué l'intégralité de la rencontre sur le côté droit de l'attaque a fait un match moyen. D'ailleurs il a obtenu la note de 5. Les turcs qui menaient au score ont encaissé un but assassin de Diatta à la derrière minute du jeu. Un match nul qui complique davantage la situation de Galatasaray en vue d'une qualification en Europa League (les deux première places du groupe A sont réservées au PSG et au Real de Madrid).
Avec ce nul, les coéquipiers de Feghouli sont bons derniers avec 2 points. Les belges de Bruges sont troisième avec 3 points. Il va falloir réaliser un exploit au Parc des Princes face au PSG (assuré de terminer premier du groupe A), lors du dernier match des poules pour espérer se qualifier en Europa League et espérer un faux pas de Bruges à domicile face au Real, déjà qualifié.

Olympiacos

Benzia retrouve enfin le groupe

Après plusieurs semaines d'absences des 18 de l'Olympiacos, Yassine Benzia a enfin retrouvé le groupe de son équipe qui s'est déplace à Londres pour affronter Tottenham ce soir .L'international Algérien a été éloigné des terrains durant plusieurs semaines à cause des choix de son entraîneur et espère ce soir avoir une chance pour disputer quelques minutes face à une équipe des Spurs menée par le Portugais José Mourinho. Rappelons que l'attaquant Soudani est absent du déplacement, lui qui n'est pas dans la liste européenne du club.

AS Monaco

Slimani meilleur passeur après 14 journées

L'international algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, garde sa première place au classement des meilleurs passeurs du championnat de France avec huit passes décisives. En effet, Slimani qui a été expulsé lors du dernier match de son équipe en championnat face aux Girondins de Bordeaux (2-1) demeure le meilleur passeur après le déroulement de la 14e journée de Ligue 1. Il est suivi de Yoann Court du Stade Brestois avec sept passes décisives ainsi que l'attaquant argentin Angel Di Maria avec six offrandes au Paris Sait Germain. Notons que Slimani a inscrit six buts depuis le début de saison avec le club du Rocher.

Equipe type UEFA de l'année

Mahrez absent de la liste des nominés

L'international algérien de Manchester City Riyad Mahrez, champion d'Afrique et d'Angleterre n'a pas été retenu dans la liste des cinquante joueurs nominés pour figurer dans l'équipe type de l'année de l'UEFA. Mahrez qui figure pourtant dans la liste des nominés pour le Ballon d'Or 2019, paye sans aucun doute son temps de jeu limité avec les Citizens. En l'absence du capitaine de la sélection algérienne, la liste des joueurs nominés pour figurer dans l'équipe type de l'année est marquée par la présence de 6 joueurs africains évoluant en Europe. A défaut d'être dans le 11 type 2019 de la FIFA, le gardien camerounais André Onana (Ajax Amsterdam), le défenseur sénégalais Kalidou Koulibaly (Naples), le milieu de terrain marocain Hakim Ziyech (Ajax Amsterdam), l'attaquant gabonais Pierre-Emerick Aubameyang (Arsenal), l'attaquant sénégalais Sadio Mané (Liverpool) et l'attaquant égyptien Mohamed Salah (Liverpool) peuvent espérer être élus dans l'équipe type de l'UEFA.
Dans cette liste, Liverpool, vainqueur de la Ligue des champions cette année, est l'équipe la plus représentée avec dix joueurs nommés.
En revanche, Karim Benzema, Antoine Griezmann, Luis Suarez, Neymar et Luka Modric n'y figurent pas. Les nominés sont choisis par l'équipe éditoriale d'UEFA.com sur la base de leurs performances de janvier à décembre 2019. Les performances des joueurs dans les compétitions de l'UEFA ont plus de poids dans l'évaluation. Les votes sur UEFA.com seront ouverts jusqu'au 9 janvier 2019, date à laquelle la sélection finale sera annoncée, a précisé l'instance.

UNAF U21

L'Algérie pays hôte du tournoi féminin

L'Algérie a été désignée, pour la première fois, pour organiser un tournoi féminin de l'Union nord-africaine de football (UNAF), réservé aux moins de 21 ans (U21) du 21 au 28 décembre, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) mardi sur son site. Selon le programme d'activités de l'UNAF établi pour l'année 2020, l'Algérie abritera aussi le tournoi qualificatif (zone nord-africaine) à la Coupe d'Afrique des nations de football CAN-2021 de la catégorie des moins de 17 ans (U17), prévu du 20 au 30 juillet 2020.
Le vainqueur de ce tournoi se qualifiera pour la phase finale de la CAN, prévue au Maroc en 2021. Outre cette compétition, l'Algérie organisera un tournoi amical en novembre 2020, réservé aux U18 (natifs de 2003), dans le cadre de la préparation des qualifications de la CAN-2023 des U20. L'évaluation des activités de l'UNAF au cours de l'année 2019 ainsi que le programme de 2020 et les différentes échéances des sélections nationales de la région ont été au centre d'une réunion, tenue vendredi à Gammarth (Tunisie), par les directeurs techniques des fédérations nationales de football membres de l'Union

L'ECH D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo	Alger	Oran	Constantine	Timimoun	Djanet
Min°	11°	11°	4°	9°	11°
Max°	20°	21°	18°	26°	26°

Horaires des prières Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	06:07	12:36	15:14	17:32	18:59

Police

L'Algérie abrite la 1e réunion des chefs de bureaux de liaison nationaux d'Afripol

L'Algérie abrite la 1e réunion des chefs de bureaux de liaison nationaux relevant du mécanisme de coopération policière de l'Union africaine (Afripol) en coordination avec la Commission de l'Union africaine et la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Cette rencontre se déroule en présence de représentants de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), de la Commission de la paix et la sécurité de l'UA et ses experts du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) et de l'Interpol.
Le Directeur général de la Sûreté nationale, et Président en exercice d'Afripol, Khelifa Ounissi a présidé, mardi, l'ouverture officielle de cette rencontre, première du genre, à laquelle prennent part les représentants de 45 pays membres de l'UA. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a rappelé les axes de la réunion et les missions et les responsabilités des chefs de bureaux de liaison nationaux d'Afripol, soulignant que cette rencontre «est une occasion pour échanger les expériences en matière de gestion des bureaux nationaux et tirer profit des expériences des organisations policières internationales participantes». Après avoir mis en avant l'impératif d'intensifier les efforts pour lutter contre toutes les formes de criminalité transfrontalière et les nouvelles formes de criminalité», il a précisé que cet objectif «exige un plus haut niveau de coopération pour faire face aux défis sécuritaires actuels et renforcer les liens de coopération entre les différents organes de police en Afrique». Cette rencontre constitue «une concrétisation réelle des axes du plan général de fonctionnement d'Afripol (2020-2024), adopté lors de la 3e session de l'Assemblée générale, tenue en Algérie les 2 et 3 octobre 2019, a déclaré le DGSN.
Ce plan quinquennal vise, entre autre, à activer et à utiliser le système d'information et de communication (Afsecom) comme moyen de communication moderne et sûr permettant de relier ces bureaux au secrétariat général d'Afripol concernant les renseignements de lutte contre les diverses formes de criminalité en Afrique». «Afripol ne ménagera aucun effort pour coopérer avec les organes de police africains en vue de promouvoir les bonnes pratiques et les méthodes de gestion et de formation ainsi que le développement des techniques d'enquête opérationnelle», a-t-il souligné. Pour sa part, le Directeur exécutif d'Afripol, Tarek Ahmed Chérif, a salué, dans son allocution, le rôle de l'Algérie dans le renforcement d'Afripol depuis sa création à ce jour», soulignant l'importance du plan

général de fonctionnement d'Afripol (2020-2024), mettant l'accent sur la stratégie relative à la communication à travers le système «Afsecom». Il a ensuite évoqué le rôle important des chefs de bureaux de liaison nationaux au niveau de leur pays en matière de renforcement de la communication avec Afripol dans le but de développer l'action des organes de police africains et contribuer à l'instauration de la sécurité dans les sociétés africaines».

Amina T.

Sida

673 nouveaux cas au 30 septembre 2019

Un total de 673 nouveaux cas de sida ont été enregistrés entre le 1er janvier et le 30 septembre 2019, a affirmé la responsable du Laboratoire national de référence (LNR) du VIH-sida à l'Institut Pasteur d'Alger, le Pr Salima Bouzeghoub. Dans une déclaration à la veille de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida, correspondant au 1er décembre de chaque année, la spécialiste a fait savoir que «lors des 9 premiers mois de l'année en cours, quelque 673 nouvelles infections au VIH ont été enregistrées, dont 385 hommes et 288 femmes âgés entre 30 et 39 ans», précisant que «le mode de transmission le plus récurrent demeure les relations sexuelles». Rappelant que depuis l'apparition du 1er cas en Algérie en 1985, le LNR a recensé, jusqu'au 30 septembre passé, plus de 13 000 cas, dont 6715 hommes, 5468 femmes et 817 de sexe non mentionné. Selon un bilan du ministère de la Santé et de l'Onusida, le nombre de personnes infectées par le VIH, tous âges confondus, a atteint en 2018 quelque 1300 cas, alors que le nombre de séropositifs frôle les 16 000 cas, dont 15 000 âgées de plus de 15 ans, 7000 femmes et 8300 hommes.
Tandis que le nombre de personnes âgés entre 0-14 ans ne dépasse pas les 500 cas. Le taux de prévalence en Algérie chez les personnes âgées de 15 à 49 ans est estimée à 0,1% de la population, alors que le nombre de séropositifs au courant de leur cas est de 14 000 personnes, a conclu la même source.

Affaires de corruption

Les responsables impliqués jugés à partir de lundi prochain en audiences publiques

Les responsables impliqués dans les affaires de corruption traitées par la justice depuis mars 2019 seront jugés en audiences publiques à partir de lundi prochain, a indiqué, hier, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati. Les responsables impliqués dans «les premiers dossiers de corruption traités par la justice depuis mars dernier seront jugés à partir du lundi 2 décembre en audiences publiques au tribunal de Sidi M'hamed», a fait savoir Zeghmati lors de la présentation du débat du projet de loi modifiant le code de procédure pénale au Conseil de la nation. Ces affaires portent, notamment sur l'octroi d'avantages indus à des propriétaires d'usines de montage automobile.

Chlef

Saisie de 40.000 dollars falsifiés

Deux personnes ont été arrêtées par la brigade criminelle relevant de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya de Chlef, avec la saisie, sur eux, de 40.000 $ US en faux billets, a indiqué, mercredi, la cellule de communication et des relations générales de ce corps constitué. Selon le chargé de la communication, le commissaire de police Chérif Ankoud, les deux individus (29 et 39 ans), dont l'un de nationalité étrangère, ont été arrêtés en début de semaine, pour suspicion d'implication dans une affaire de possession et écoulement de faux billets en monnaie étrangère (dollars américains) sur le territoire national. L'opération a été réalisée, a-t-il ajouté, sur la base d'informations portant sur une personne en possession de faux billets en devise qu'il s'apprêtait à écouler. Suite à quoi les investigations engagées à ce sujet, ont permis l'identification du suspect (un étranger) et son arrestation à Chlef, en compagnie d'une autre personne, est-il précisé de même source. Les deux mis en cause ont été arrêtés en possession d'une somme de 40.000 $ (en billets de 100 $), qui se sont avérés être des faux, est-il, par ailleurs, souligné.

● Accidents de la circulation

2849 morts au cours des 10 premiers mois de 2019

Les accidents de la circulation survenus à travers l'ensemble du territoire national au cours des 10 premiers mois de 2019 ont fait 2849 morts et 26 947 blessés, selon un bilan publié, ce mercredi, par le Centre national de prévention et de sécurité routières (CNPSR). Le bilan fait état de 19 469 accidents de la route, survenus en zones urbaines et rurales à travers l'ensemble du territoire au cours des 10 premiers mois de 2019, qui se sont soldés par 2849 morts et 26 947 blessés. Par rapport à la même période de l'année précédente, le CNPSR note un recul du nombre d'accidents (-139 accidents) et du nombre de blessés (-1124 personnes) et une augmentation du nombre de morts (+24 victimes).

● Port de Mostaganem

Enregistrement de près de 100 000 passagers à la gare maritime en 10 mois

La gare maritime du port de Mostaganem a enregistré près de 100 000 passagers en allers et retours durant les 10 mois derniers de l'année en cours, a-t-on appris, mercredi, auprès de la Direction commerciale du port. Les chiffres fournis par le service des statistiques de la Direction commerciale de l'Entreprise portuaire de Mostaganem (EPM) montrent une diminution de 12 000 du nombre de passagers à l'arrivée (20%) et de 10 000 au départ (16%) par rapport à la même période de l'année 2018. La période du 1er janvier au 31 octobre a enregistré 47 000 passagers en arrivée et 52 000 en départ.
Le nombre de véhicules a atteint, quant à lui, 37 265 (aller et retour), soit une augmentation de 2%, a-t-on fait savoir. Ce bilan fait état de 131 dessertes assurées par un opérateur privé étranger de transport maritime des voyageurs entre le port de Mostaganem et celui de Valence (Espagne). Le port de Mostaganem s'était doté d'une gare maritime de transport de voyageurs depuis 4 ans pour un coût de réalisation de 200 millions de dinars.

● CRAAG

Secousse tellurique de magnitude 3,4 degrés à Alger

Une secousse tellurique de magnitude 3,4 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, ce mardi, à 22h17 à Aïn Bénian, dans la wilaya d'Alger, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué.
L'épicentre de la secousse a été localisé à 17 km au nord de Aïn Bénian (en mer), a précisé la même source.

L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information
www.lechodalgerie-dz.com